



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2022-764

12/10/2022

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 1

Objet : Appel à candidature : 23 postes au titre de la mobilité "deuxième cercle"

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste d'adjoint chef.fe de projet MOA

Date limite de candidature : 27/10/2022

- 1 poste de chargé.e d'études évaluation et assistant.e chef de projet MOA

Date limite de candidature : 15/11/2022

- 1 poste de contrôleur pluri-filières

Date limite de candidature : 31/10/2022

- 1 poste de chargé d'études GPMC et recrutement

Date limite de candidature : 31/10/2022

- 1 poste de chargé d'études juridiques

Date limite de candidature : 31/10/2022

- 1 poste d'adjoint du chef unité CIPAC

Date limite de candidature : 22/10/2022

Institut national de l'origine et de la qualité :

- 1 poste d'ingénieur.e territorial.e

Date limite de candidature : 01/11/2022

- 1 poste d'assistant(e) gestionnaire

Date limite de candidature : 01/11/2022

- 1 poste de chargé(e) de mission technique et réglementaire

Date limite de candidature : 01/11/2022

- 1 poste de technicien(ne) territorial(e)

Date limite de candidature : 01/11/2022

- 1 poste de délégué(e) territorial(e)

Date limite de candidature : 01/11/2022

Institut Français du Cheval et de l'Equitation :

- 1 poste de contrôleur(euse) identification et traçabilité sanitaire Bourgogne Franche-Comté

Date limite de candidature : 05/11/2022

Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne :

- 1 poste de délégué(e) adjoint(e) pour les affaires agricoles européennes

Date limite de candidature : 12/11/2022

Mise à disposition auprès de la FAO/OAA-ROME :

- 1 poste de conseiller Vétérinaire Sénior
Date limite de candidature : 12/11/2022

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail :

- 1 poste chef.fe de l'unité Coordination
Date limite de candidature : 28/10/2022

- 1 poste de chef.fe de l'unité mycoplasmologie bactériologie et antibiorésistance) -
Date limite de candidature : 28/10/2022

- 1 poste de gestionnaire budget
Date limite de candidature : 28/10/2022

- 1 poste technicien instructeur d'autorisations en agriculture -
Date limite de candidature : 28/10/2022

Agence de service et de paiement :

- 1 poste de Directeur territorial délégué
Date limite de candidature : 11/11/2022

- 1 poste de directeur régional adjoint
Date limite de candidature : 14/11/2022

- 1 poste de chef de service adjoint Contrôle
Date limite de candidature : 11/11/2022

- 1 poste de chef de secteur
Date limite de candidature : 10/11/2022

- 1 poste de chef de secteur
Date limite de candidature : 10/11/2022

Business France :

- 1 poste de directeur(rice) de projet rattaché(e) à la Direction sectorielle AGROTECH
(H/F)
Date limite de candidature : 28/10/2022

Le sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Laurent BELLEGUIC

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études juridiques RH

Secrétariat général/SRH/Pôle SI RH et suivi des effectifs

N° appel à candidature : 20443	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps es attaché d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 18 – Ressources Humaines	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général, organisé en 4 pôles et compte 30 agents.

Le service des Ressources humaines met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec le service des Ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire. Il met en œuvre et coordonne la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.

Objectifs du poste

Le chargé d'études juridiques assure la sécurisation des procédures et des actes établis par le service des ressources humaines et apporte le conseil et l'expertise juridique sur les sujets qui lui sont soumis.

Le chargé d'études juridiques est également associé à la démarche déployée en matière d'handicap destinée à améliorer l'insertion et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap.

Missions et activités principales :

Ce poste s'inscrit dans une évolution du service des ressources humaines et de son SIRH. Placé(e) sous l'autorité de la responsable de pôle, le poste de le(a) chargé(e) d'études juridiques consiste à :

- Assurer l'expertise juridique dans le domaine de la gestion des ressources humaines et préconiser des solutions mettant en œuvre la réglementation et répondre aux demandes d'analyse juridique formulées. Cette mission transversale permet de couvrir l'ensemble des problématiques liées à la gestion des ressources humaines Instruire les affaires donnant lieu au prononcé des sanctions, des radiations des cadres et des mesures de licenciements pour insuffisance professionnelle.
- Instruire les recours précontentieux et rédiger des fiches d'analyse pour éclairer la position de l'Etablissement.
- Assurer une veille législative, réglementaire et jurisprudentielle au regard des procédures pilotées par le ministère de tutelle et des textes relatifs aux ressources humaines.
- Diffuser l'information juridique au sein du service des ressources humaines.
- Participer à l'élaboration d'une politique du handicap et au suivi des orientations de l'Etablissement en la matière. Participer avec la gestionnaire du pôle aux différentes tâches menées dans ce cadre : recensement, déclaration annuelle auprès du fonds d'insertion pour les personnes handicapées de la fonction publique (FIPHFP), instruction des dossiers de financement.
- Traiter tout dossier confié par le chef de service des ressources humaines ou son adjoint et relevant du périmètre de l'un des 4 pôles.

Relations fonctionnelles du poste :

- L'ensemble des pôles du service des ressources humaines, le service juridique, les collègues RH des autres établissements ;
- L'ensemble des directions et services utilisateurs de l'établissement (y compris services territoriaux en régions) ;
- Le SRH et les bureaux de gestion du ministère chargé de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Statut général de la fonction publique et statuts particuliers
- Procédure contentieuse
- Règles de la légistique
- Structure et fonctionnement des services de l'Etat au niveau central et déconcentré

Savoir-faire / Maîtrise

- Rédiger un document d'information de type acte juridique
- Rigueur, sens de l'initiative, autonomie
- Goût des contacts
- Goût du statutaire et du réglementaire
- Sens du travail en équipe
- Réactivité- anticipation
- Discrétion

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum licence validée pour les candidats contractuels

Une expérience similaire acquise dans le secteur public est fortement souhaitée

Contraintes du poste :	
Poste clé¹ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui Non <input checked="" type="checkbox"/>
Personnes à contacter	
Philippe LE FAUCHEUR, Chef du service des ressources humaines : 01 73 30 22 66 philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr	
Williams CAMPOS SUAREZ, adjoint à la chef du service des ressources humaines : 01 73 30 22 66 mobilite@franceagrimer.fr	
Afifa KARMOUS, Responsable du pôle SIRH et suivi des effectifs : 01 73 30 22 58 afifa.karmous@franceagrimer.fr	
Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail	
<p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/10/2022	
Le dossier de candidature doit comporter :	
<ul style="list-style-type: none">- Une lettre de motivation,- Un curriculum-Vitae,- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'études GPMC et recrutement

Secrétariat général/SRH

N° appel à candidature : 20451	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 18 – Ressources Humaines	
Poste vacant	Localisation : Montreuil 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles, forestières et de la pêche.

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés, - gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Le service des ressources humaines est un service du Secrétariat général, organisé en 4 pôles et compte 30 agents.

Le service des Ressources humaines met en œuvre la politique de gestion des ressources humaines de l'établissement en lien avec le service des Ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture et de la

souveraineté alimentaire. Il met en œuvre et coordonne la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences.

Objectifs du poste

Le/la chargé(e) d'études GMPC et recrutement en collaboration avec la chargée de mission auprès du chef du service conduit des actions en matière de gestion prévisionnelle des métiers et des compétences de l'établissement et met en œuvre les actions de recrutement et de conseil en mobilité

Missions et activités principales :

Le/la chargé(e) d'études GMPC et recrutement est plus particulièrement chargée des missions suivantes :

1/ Gestion prévisionnelle des ressources humaines :

Assurer une veille sur l'évolution des métiers et des compétences, notamment dans le contexte d'organisme payeur (recensement des postes sensibles et des postes clés et à privilège),
 Recenser et analyser les évolutions en effectif à moyen terme des directions de l'établissement,
 Contrôler les fiches de poste des agents transmises par les services employeurs,
 Participer au suivi du plafond d'emplois annuel en lien avec le chargé d'étude suivi des effectifs.

2/ Recrutement et mobilité :

Participer aux différentes campagnes de mobilité de l'établissement et notamment assurer la publicité des postes disponibles et assurer le suivi des fichiers mobilité des directions de l'établissement,
 Vérifier et compléter les fiches de poste en cohérence avec les parcours professionnels de l'établissement,
 Participer aux recrutements et accompagner les directions lors des entretiens de recrutement des agents non titulaires de droit public et mettre en place un suivi des candidatures et des entretiens réalisés, plus particulièrement pour les services territoriaux,
 Mener des actions en lien avec le référent handicap de l'établissement en matière de diversité et de handicap et développer des collaborations avec les acteurs en charge de l'emploi et de l'insertion (Pôle emploi, APEC, cabinets de recrutement, maison du handicap...) et participer à des forums ou des salons RH,
 Conseiller et accompagner les agents en matière de mobilité professionnelle en cohérence avec leur projet professionnel ou personnel, en lien avec le pôle formation continue du service et avec l'IGAPS chargé du suivi de l'établissement.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein du SRH avec l'ensemble des pôles, plus particulièrement les pôles Carrière et SIRH,
- Les directions métiers du siège, les délégations nationales et les services territoriaux,
- Le Service des ressources humaines du ministère chargé de l'agriculture,
- Acteurs en charge de l'emploi et de l'insertion.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Statut général de la fonction publique et statuts particuliers
- Environnement professionnel, administratif, institutionnel et politique,

Savoir-faire / Maîtrise

- Rigueur, sens de l'initiative, autonomie
- Goût des contacts
- Goût du statutaire et du réglementaire

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Outils et méthodes en matière de statistiques, ▪ Outils de GRH (SIRH, référentiels...), ▪ Psychologie du travail, ▪ Nomenclature des titres et diplômes, ▪ Prévention des discriminations 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sens du travail en équipe ▪ Réactivité- anticipation ▪ Discrétion ▪ Faire preuve de conviction ▪ Sens de la communication
Diplôme – Expérience professionnelle	
Minimum bac +3 pour les candidats contractuels Expérience avérée en GPMC et idéalement acquise dans le secteur public	
Contraintes du poste :	
Pas de contraintes particulières	
Poste clé¹ :	Oui Non X
Poste à caractère sensible² :	Oui Non X
Poste à privilèges³ :	Oui Non X
Personnes à contacter	
LE FAUCHEUR Philippe – Chef du Service des ressources Humaines –philippe.le-faucheur@franceagrimer.fr – Tél : 01 73 30 24 00	
CAMPOS SUAREZ Williams – Adjoint au chef du service des ressources humaine – williams.campos-suarez@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 66	
Tiphaine LELIEVRE, chargée de mission GPMC et recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35	
Conditions de travail	
<i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i>	
<i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i>	
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/10/2022	
Le dossier de candidature doit comporter :	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.



Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

DIRECTION REGIONALE DE L'AGRICULTURE DE L'ALIMENTATION ET DE LA FORET PAYS DE LA LOIRE

Contrôleur pluri-filières

DRAAF Pays de la Loire/Service régional de l'économie agricole et des filières (SREAF) /Pôle Gestion des dispositifs européens et Contrôles

N° appel à candidature : 20456

Catégorie : B

Cotation parcours professionnel : SO

Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des techniciens supérieurs ou des secrétaires administratifs

Filière d'emploi : 3 - Contrôle

Poste vacant au 01/12/2022

Localisation : Angers (49)

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le Service régional d'économie agricole et des filières des Pays de la Loire regroupe les missions de la DRAAF (animation des filières agricoles, missions relatives à l'environnement, à la forêt et aux affaires rurales) et les missions de FranceAgriMer (FAM) en service territorial. Le pôle Gestion des dispositifs européens et Contrôles est composé uniquement d'agents FAM en charge de l'instruction des aides de l'OMC vitivinicole, de la mission Bois et Plants de vigne, et des contrôles (administratifs et terrain) dans les filières viticoles, fruits et légumes, céréales, élevage, programme sociaux, etc.

Objectifs du poste

- Mettre en œuvre individuellement ou en binôme les actions et procédures nécessaires à la réalisation des contrôles et au respect des dispositions communautaires et nationales. Ce poste implique de nombreux déplacements sur le terrain notamment sur la région des Pays de la Loire, et plus ponctuellement sur d'autres régions.

<p>- Susceptible d'être mobilisé sur tout type de contrôle de la compétence de la DRAAF et de FranceAgriMer en cas de crise.</p>	
<p>Missions et activités principales :</p>	
<p>En fonction des besoins du service et des périodes de l'année :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contrôles dans le secteur viticole : restructuration du vignoble, aides aux investissements, bois et plants de vigne - Contrôles dans le secteur fruits et légumes : fonds opérationnels, mesures de crise (retrait, non récolte, etc) - Eventuellement, en fonction du profil du candidat : contrôles dans le secteur élevage (stocks, interventions communautaires, cotations, équarrissage, Pesée Classement Mesurage) - Susceptible d'être mobilisé sur tous les secteurs de la DRAAF et de FranceAgriMer en cas de crise. 	
<p>Relations fonctionnelles du poste :</p>	
<ul style="list-style-type: none"> - Relations avec les professionnels et les structures professionnelles des filières, - Relations avec les services du siège de FranceAgriMer 	
<p>Compétences requises pour le poste :</p>	
<p style="text-align: center;">Savoirs / Connaissances</p> <ul style="list-style-type: none"> - Bonne connaissance des filières et des réglementations nationales et communautaires ; - Connaissance du contexte d'organisme payeur ; - Connaissances comptables. 	<p style="text-align: center;">Savoir-faire / Maîtrise</p> <ul style="list-style-type: none"> - Sens de l'organisation ; - Capacité à rechercher l'information et la documentation pertinente, à la partager et la transmettre ; - Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse ; - Connaissance des outils informatiques bureautiques nécessaires ou spécifiques à l'activité ; - Bon relationnel, rigueur et disponibilité.
<p>Diplôme – Expérience professionnelle</p>	
<p>Minimum baccalauréat validé pour les candidats contractuels</p>	
<p>Contraintes du poste :</p>	
<p>Déplacements fréquents dans la région Pays de la Loire, et ponctuellement, dans les régions limitrophes. Permis B demandé.</p>	
Poste clé¹ :	Oui Non X
Poste à caractère sensible² :	Oui Non X
Poste à privilèges³ :	Oui Non X
<p>Personnes à contacter</p>	
<p>Madame Patricia BOSSARD, responsable de service du SREAF - Numéro de téléphone : 02.72.74.71.70 Adresse : DRAAF Pays de la Loire 5, rue Françoise Giroud, CS 67516, 44275 NANTES cedex 2 Mail : patricia.bossard@agriculture.gouv.fr</p>	

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Madame Claire LAUGA, chef du pôle « gestion des dispositifs européens et contrôles » - Numéro de téléphone : 02.41.72.32.08 - Adresse : DRAAF Pays de la Loire 10 rue Le Nôtre - CS 74414 - 49044 Angers Cedex 1
Mail : claire.lauga@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement
mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 31/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'étude évaluation et assistant(e) chef de projet MOA

Direction des Interventions / Service Marchés, Certificats et Qualité /
Unité Interventions sur les marchés et dans les écoles

N° appel à candidature : 20468

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant – prise de fonction dès que possible

Localisation :

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 1 an (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est un établissement public sous tutelle sur Ministère en charge de l'agriculture.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée fin 2019.

La Direction des Interventions, composée de 5 services, gère les dispositifs d'intervention financiers et non financiers de l'Union Européenne et/ou nationaux. Dans ce cadre, le Service Marché, Certificats et Qualité (MCQ) regroupe 2 unités et 1 délégation nationale, dont l'unité Interventions sur les marchés et dans les écoles (IME).

Celle-ci est chargée principalement de la mise en œuvre du programme UE à destination des écoles et des mesures d'intervention publique ou de stockage privé de l'OCM unique.

L'unité IME est composée de 18 agents répartis en 2 pôles :

- Lait et fruits à l'école
- Interventions sur les marchés et suite de contrôles

Objectifs du poste

Placé-e sous l'autorité de la cheffe d'unité, le chargé(e) d'étude évaluation et assistant(e) chef de projet MOA participe à la définition et à la conduite des projets de l'unité en évaluant les mesures et contribuant à la mise en place des nouveaux outils.

Missions et activités principales :

- Contribuer à l'évaluation des mesures gérées par l'unité :
 - o En organisant des enquêtes auprès des utilisateurs.
 - o En analysant les données d'activité et de contrôle interne.
- Réaliser des études d'impact des changements réglementaires sur les processus et les outils de l'unité afin de contribuer à l'adaptation du plan de gestion des mesures.
- Contribuer à la mise en place des outils informatiques internes et externalisés nécessaires à la mise en œuvre des mesures en réalisant les plans de recette et les plans de formations.
- Réaliser l'étude des dossiers de demandes de paiement complexes pour proposer une liquidation.
- Contribuer à la prise en compte des enjeux économiques, sociaux et/ou environnementaux des bénéficiaires tout comme ceux des filières impliquées dans les mesures gérées.
- Participer aux travaux transversaux de l'unité et du service.

Relations fonctionnelles du poste :

- Les agents de l'unité
- Les services support sollicités pour les missions de l'unité (unité Contrôles, service informatique, service analyses économiques des filières, Agence comptable,...).
- Les corps de contrôle interne et externe.
- Les bénéficiaires des mesures (entreprises d'aval des filières, collectivités, établissements scolaires...).
- Les services des directions générales du ministère de l'agriculture (DGPE, DGAL).

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance de la réglementation européenne en matière d'organisme payeur et d'aides agricoles.
- Environnement de travail tant administratif que professionnel.
- Appréhension des problématiques des filières impliquées.

Savoir-faire / Maîtrise

- Travailler en équipe et en réseau.
- Mobiliser les ressources en interne comme en externe.
- Conduite de projet.

Savoir être :

- Adaptabilité
- Capacité d'anticipation, d'analyse et de synthèse

<p>Dans le cadre du parcours d'intégration : un accompagnement par le biais de formation ou de tutorat sera proposé si besoin au candidat pour s'approprier le domaine d'intervention et sa réglementation.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - Rigueur, - Réactivité - Autonomie
Diplôme – Expérience professionnelle		
Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste		
Contraintes du poste :		
Missions pouvant impliquer des contraintes horaires liées à la gestion de crise qui implique une forte réactivité dans le travail.		
Poste clé¹ :	Oui	Non <input type="checkbox"/>
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non <input type="checkbox"/>
Poste à privilèges³ :	Oui	Non <input type="checkbox"/>
Personnes à contacter		
<p>Christophe DASSIE – Direction des Interventions Tél : 01.73.30.24.30 – christophe.dassie@franceagrimer.fr</p> <p>Sylvie LACARELLE – Direction des interventions Tel : 01.73.30.31.59 – sylvie.lacarelle@franceagrimer.fr</p> <p>Tiphaine LELIEVRE - Chargée de mission recrutement Tél. : 01.73.30.22.35 - Mobilite@franceagrimer.fr</p>		
Conditions de travail		
<p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p>		
DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 15/11/2022		
<p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 		

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

CHEF(FE) DE PROJET MOA - CÉRÉ'OBS

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Unité Grains et Sucre

N° appel à candidature : 20469	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 21 – Numérique et systèmes d'information et de communication	
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
Conditions de recrutement : Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	
Présentation de l'environnement professionnel : FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer : <ul style="list-style-type: none"> • met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ; • assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ; • organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée. La Direction Marchés, études et prospective (MEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des	

oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Elle suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières et assure, en vue de les valoriser, le pilotage et la gestion des dispositifs de collecte de données, notamment les états déclaratifs grandes cultures, ainsi que des cotations. Elle pilote les enquêtes sur la qualité des céréales et le programme CéréObs d'observation de l'état des cultures (<https://cereobs.franceagrimer.fr>).

Objectifs du poste

Assurer le pilotage du programme de notation des céréales Céré'Obs et à ce titre, gérer, animer, valoriser et développer le programme sous toutes ses dimensions.

Missions et activités principales :

Le(La) responsable du programme Céré'Obs assure :

- Le pilotage opérationnel et budgétaire du programme ;
- L'interface opérationnelle avec les régions, notamment animation du réseau de notateurs et de référents ;
- L'élaboration des conventions avec les partenaires (chambres d'agriculture, ARVALIS) et le suivi budgétaire ;
- La MOA pour la maintenance et les évolutions de l'application informatique ;
- La validation hebdomadaire et le contrôle de la qualité des données ;
- Le traitement de l'information et la publication hebdomadaire ;
- La valorisation des résultats, diffusion et communication, le suivi de l'audience ;
- Les relations avec les partenaires UE pour le suivi des cultures (JRC MARS, MED AMIN, GEOGLAM) ;
- Les missions sont assurées en binôme avec un(une) apprenti(e) et l'appui d'un gestionnaire administratif

Relations fonctionnelles du poste :

Services et unités MEP, Service informatique, Mission Filières, correspondants FranceAgriMer en région, DRAAF (SRISE et Services Territoriaux de FranceAgriMer), Chambres d'Agriculture, APCA, Arvalis-Institut du Végétal, professionnels de la filière céréalière, JRC-MARS - FAO/MED AMIN.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance en agronomie ;
- Compétences en traitement de l'information ;
- Connaissances en statistiques descriptives ;
- Anglais professionnel.

Savoir-faire / Maîtrise

- Maîtriser les outils bureautiques (Suite Office) ;
- Coordination et animation de réseau ;
- Maîtriser les techniques de communication écrite et orale ;
- Conduite de projets informatiques (MOA, maintenance).

Diplôme – Expérience professionnelle

Formation de type Agroéconomiste ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste (par exemple Ingénieur Agronome ou équivalent / Master Sciences de la vie / Master en économie ou statistiques)

Contraintes du poste :

Publication hebdomadaire du rapport le vendredi matin

Poste clé¹ : Oui Non

Poste à caractère sensible² : Oui Non

Poste à privilèges³ : Oui Non

Personnes à contacter

Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF-OFPM – cecile.guillot@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 21 76

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – marc.zribi@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 14

Paul LE BIDEAU, responsable adjoint unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – paul.le-bideau@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 23 81

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 27/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Adjoint(e) du chef de l'Unité Commission Internationale et Politique Agricole Commune

Mission des Affaires Européennes et Internationales

N° appel à candidature : 20470

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

**Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat**

Filière d'emploi : 4 – Action européenne et internationale

Poste vacant

Localisation : Montreuil

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail.

Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

Le poste est rattaché à la cheffe de l'Unité « Commission internationale et politique agricole commune - PAC » de la Mission des Affaires européennes et internationales (MAEI).

L'Unité est chargée de conduire des projets et les actions à l'international de l'Établissement, qui s'inscrivent dans la stratégie Europe et international du Ministère en charge de l'agriculture ainsi qu'en soutien des filières françaises, en matière de :

- Coopération ;
- Appui à l'export et à l'internationalisation des entreprises ;
- Assurer un rôle de coordination au sein de l'établissement sur les sujets européens et transmission de la position consolidée de l'établissement pour les négociations européennes dans le cadre des « comités de gestion » de la Commission européenne.

L'Unité assure également l'animation de la Commission thématique inter-filières (CTI) agricole et agro-alimentaire internationale et de ses comités et groupes de travail.

Objectifs du poste

Les objectifs du poste d'adjoint à la cheffe de l'Unité CIPAC sont les suivants :

- Assurer une vision transversale de l'activité de coopération, analyser et proposer des orientations ;

- Assurer la maîtrise d'ouvrage sur les aspects budgétaires et comptables de l'activité de coopération en interaction forte avec l'unité Support ;

Appuyer la cheffe de l'Unité et la suppléer en son absence impliquant une délégation de signature et l'accès aux outils internes de gestion budgétaire et de ressources humaines.

Missions et activités principales :

Dans le cadre de l'objectif visant à assurer une vision transversale de l'activité de coopération et à analyser et proposer des orientations :

- Assurer la veille des projets de coopération intéressant FranceAgriMer ;
- Rédiger le bilan annuel consolidé de l'activité de coopération et en tirer des propositions d'orientations ;
- Organiser et animer le Comité d'appui au développement de la coopération institutionnelle en lien avec le Président et le Copil MASA-FAM-FVI ;
- Etre force de proposition sur le dispositif d'identification, de mise en œuvre et d'évaluation des actions de coopération ;
- Superviser la passation des conventions ou contrats et des avenants encadrant les projets de coopération et la bonne mise en œuvre des projets avec tenue d'un tableau de suivi ;
- Organiser un RETEX de chaque projet de coopération terminé et rédiger une synthèse de 4 pages faisant ressortir les résultats et les enseignements à tirer ;
- Piloter les appels à propositions et les demandes des professionnels relatifs à des actions de coopération internationale financées sur fonds propres ;
- Superviser et développer les outils de travail relatifs à l'activité de coopération (utilisation de l'outil CRM ; rédaction de fiches de procédures décrivant le rôle des CRJ ou coordonnateur de projet, vis à vis des chargés de projets UCIPAC et de l'Unité Support ; etc.).
- Réaliser les entretiens de recrutement des CRJ, coordonnateurs de projets et chargés de projets de coopération et compléter les grilles d'évaluation ;
- Superviser la nomination des chefs de projets.

Dans le cadre de l'objectif visant à assurer la maîtrise d'ouvrage sur les aspects budgétaires et comptables de l'activité de coopération en interaction forte avec l'unité Support :

- Tenir un tableau de suivi budgétaire de l'activité de coopération afin de s'assurer de l'articulation entre programmation, budgétisation, exécution et consommation d'AE et CP, préparer le budget prévisionnel et classer et partager les documents officiels ;
- Préparer et documenter la demande de titre de recette auprès du SAF pour chaque projets ;
- Préparer et transmettre la demande mensuelle au SRH du versement des salaires et indemnités aux experts, CRJ et coordonnateurs de projets ;
- Suivre la couverture des postes hors plafonds par l'activité de coopération ;
- Calculer les frais de gestion, les RHE et les RJ à la clôture de chaque projet, ventiler les montants sur les lignes de crédits dédiées et suivre les enveloppes dédiées

Relations fonctionnelles du poste :

Autres unités de la MAEI, SRH, SAF, SCCJ ; directions du MASA, du MEAE (en particulier direction de la diplomatie économique), Ministère chargé de l'économie (en particulier DGTRESOR), opérateurs intervenant dans le champ de la coopération internationale et du développement des exportations, bailleurs de fonds nationaux ou internationaux ; bénéficiaires étrangers des projets de coopération ; instituts techniques et représentants professionnels des filières agricoles et agroalimentaires.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

- Connaissance des acteurs de la coopération internationale agricole et de l'environnement institutionnel
- Connaissance du monde professionnel agricole et agroalimentaire
- Connaissance de FAM
- Connaissances administratives, budgétaires et comptables

Savoir-faire / Maîtrise

- Management d'équipe
- Capacités relationnelles et goût pour les contacts
- Travail en binôme
- Travail en autonomie
- Capacités d'analyse et de synthèse
- Etre force de propositions
- Rigueur, précision et technicité
- Réactivité

Diplôme – Expérience professionnelle :

Minimum bac + 3 pour les candidats contractuels mais diplôme de niveau Bac + 5 souhaité.
Expérience appréciée en matière de pilotage de projets de coopération internationale ou en gestion financière et budgétaire. Une expérience en matière juridique est un plus, notamment en gestion de ressources humaines.

Contraintes du poste :

Déplacement occasionnel en France ou à l'étranger

Poste clé¹ : Oui Non X

Poste à caractère sensible² : Oui Non X

Poste à privilèges³ : Oui Non X

Personnes à contacter

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr - Tél : 01.73.30.22.35

Sonia STIMMER, cheffe de l'Unité Commission internationale et politique agricole commune

Sonia.stimmer@franceagrimer.fr – Tel : 06 28 93 70 30

Conditions de travail :

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/10/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire
Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Nord-Est
43ter rue des Forges
51200 EPERNAY

Ingénieur.e territorial.e

N° du poste :		
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)		
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : 1		Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP : 4
Poste basé à Epernay		
Poste vacant à compter du 1^{er} janvier 2023		
Date limite de candidature : 1^{er} novembre 2022		
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels de la qualité et de l'origine (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label rouge, Agriculture biologique et STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</p> <p>La délégation territoriale Nord-Est intervient sur environ 135 SIQO (filières viticole, laitière et agro-alimentaire) localisés dans les régions Grand-Est, Hauts-de-France et Ile-de-France ainsi que sur la filière agriculture biologique de ce territoire. La délégation territoriale est composée de 2 sites, Epernay et Colmar.</p>	
Objectifs du poste	Conduire des projets dont la délégation territoriale a la responsabilité, sur une ou plusieurs missions de l'Institut.	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>1/ Sous l'autorité du délégué territorial, l'agent sera chargé, en relation avec les groupements professionnels (Organismes de Défense et de Gestion) et les organismes de contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de l'instruction des demandes de reconnaissance et de modifications des cahiers des charges définissant les AOP et IGP (filiales viticoles et agroalimentaires) ; - du suivi des produits sous SIQO et de leurs organismes de défense et de gestion ; <p>Ces activités comportent l'animation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'équipes pluridisciplinaires d'agents de l'INAO ; - de commissions de professionnels et d'experts nommés par les instances de l'INAO ; - de relations avec les échelons locaux des administrations et des collectivités locales. <p>2/ Il assurera en outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des missions de coordination au sein de la délégation mais également avec les services nationaux ; - l'instruction des plans de contrôle et la supervision des contrôles des AOP viticoles et des IG des boissons spiritueuses champenoises, en lien avec le service contrôle de l'INAO. <p>3/ Il sera également conduit à informer et communiquer sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO, des établissements d'enseignement et à assurer la représentation de l'INAO en appui du délégué territorial.</p>	
Champ relationnel du poste	Services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles et professionnels membres des comités nationaux, organismes de contrôle. Déplacements fréquents	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la réglementation, des concepts des SIQO et des procédures de contrôle ; - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel. - Connaissance de l'économie des filières agricoles et agro-alimentaires ; - Techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires - Expérience reconnue en tant que responsable de projets impliquant diverses disciplines ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement et animation d'équipe ; - Pilotage de projets ; - Conduite de réunion ; - Capacités d'analyse et de synthèse ; - Sens de la communication et du contact avec les professionnels ; - Autonomie; - Expression écrite et orale ; - Maîtrise des outils bureautiques.

		<i>Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée</i>
Personnes contacter	à	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Monsieur Olivier RUSSEIL - Délégué territorial Tel. 03 26 55 95 07 - Courriel : o.russeil@inao.gouv.fr

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Aquitaine Poitou-Charentes
1 quai Wilson
33130 BEGLES

Assistant(e) gestionnaire

N° du poste :	
Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :	Cotation part fonction PFR : Groupes RIFSEEP : 2
Poste basé à Bègles Poste vacant à compter du 1^{er} janvier 2023 Date limite de candidature : 1^{er} novembre 2022	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</p> <p>La délégation territoriale Aquitaine Poitou-Charentes intervient sur environ 200 SIQO (filières viticole, laitière et agro-alimentaire) ainsi que sur la filière agriculture biologique. La délégation est composée de 3 sites territoriaux : Bègles, Chateaubernard et Pau. Le site de Bègles compte 18 agents.</p>
Objectifs du poste	<p>Assurer le secrétariat courant du délégué territorial et du site. Au sein de l'équipe et en collaboration avec elle, l'agent assure les actes de gestion administrative des travaux relevant de ses compétences pour l'ensemble de la DT (horaires, congés, frais de déplacement, ordres de mission, formation, ...).</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>1/ Sous l'autorité du délégué territorial, l'agent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - assure le secrétariat et le suivi administratif : traitement et diffusion de l'information (agendas, courriers, réunions, prise de notes, archivage, ...), réalisation de divers travaux de bureautique, mise en forme des dossiers ; - il est également correspondant RH pour le site de Bègles ; <p>2/ il participera en outre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - aux travaux des équipes projets (ingénieurs territoriaux et les techniciens territoriaux) de protection des terroirs (saisines/avis/mise à jour tableau de suivi) ; - à l'organisation du comité régional de l'INAO (CRINAO) Aquitaine, auprès du secrétaire du CRINAO et du Délégué territorial ; <p>3/ il sera également conduit à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - contribuer au suivi des organismes de défense et de gestion (relations courantes, courriers, ...) - assurer la gestion des échanges informatisés avec les organismes de défense et de gestion et les organismes de contrôle (statistiques, redevances, ...) - participer au contrôle et au suivi des SIQO, pré-instruction des suites des constats effectués par les organismes d'inspection, - apporter un appui dans la gestion des dérogations Agriculture Biologique ; - assurer le suivi de bases de données (ODG, SIQO, ...).
Champ relationnel du poste	Agents de la délégation, services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organismes de contrôle, organismes de défense et de gestion.
Compétences liées au poste	Savoirs :
	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des techniques et logiciels de secrétariat et base de données spécifiques ; - Connaissance de base du secteur viticole ou agro laitier appréciée ; - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel appréciée.
	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Sens du travail en équipe et en réseau - Capacité d'adaptation, - Autonomie - Rigueur dans le suivi des dossiers - Compétences rédactionnelles et relationnelles ; - Expression écrite et orale

		- Discretion et respect de la confidentialité
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Monsieur Laurent FIDELE, délégué territorial Aquitaine Poitou-Charentes – Tel. 05.56.01.73.47 - Courriel : l.fidele@inao.gouv.fr	



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut National de l'Origine et de la Qualité
Arborial-12, rue Henri Rol-Tanguy
93 555 Montreuil-sous-Bois
Pôle « vins, boissons spiritueuses et cidres »

Chargé(e) de mission technique et réglementaire
dans le secteur des vins, des cidres et des boissons spiritueuses

N° du poste :	
Catégorie : A (fonctionnaire ou statut unifié)	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	Groupes RIFSEEP : 4 Part fonction PFR :
Poste vacant à compter du 1 ^{er} décembre 2022 Date limite de candidature : 1 ^{er} novembre 2022	
Présentation de l'environnement professionnel	L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.
Objectifs du poste	Expertiser les demandes de reconnaissances et de modifications de cahiers des charges dans le secteur des IGP et AOP des vins et cidres, et IG de boissons spiritueuses ;
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	Sous l'autorité de la responsable de pôle, l'agent est chargé de : <ul style="list-style-type: none"> - participer, en relation avec les délégations territoriales, à l'instruction des dossiers présentés aux instances de l'INAO ; - préparer les travaux desdites instances et concourir à la mise en œuvre et au suivi de ses décisions en relation avec le secrétariat des comités nationaux, les délégations territoriales et les administrations concernées ; - assurer la veille et l'expertise technique et réglementaire des secteurs et/ou filières dont il aura la charge ; - participer aux réunions interministérielles ou avec les professionnels ; - participer aux groupes transversaux des comités nationaux
Champ relationnel du poste	Délégations territoriales de l'INAO, administrations, organisations professionnelles, professionnels membres des comités nationaux compétents, services de l'INAO.
Compétences liées au poste	Savoirs :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance de la réglementation, des concepts des SIQO et des procédures de contrôle ; - Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel. - Connaissance de l'économie des filières agricoles et agro-alimentaires ; - Techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires <p><i>Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son</i></p>
	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Pilotage de projets ; - Conduite de réunion ; - Capacités d'analyse et de synthèse ; - Sens de la communication et du contact avec les professionnels et les institutionnels ; - Autonomie ; - Expression écrite et orale ; <p>Maîtrise des outils bureautiques.</p>

	arrivée	
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation, et parcours professionnel, doivent être adressées à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN – tél : 01 73 30 38 02 – p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Madame Caroline BLOT – Responsable du pôle « vins, boissons spiritueuses et cidres» - Tél. : 01 73 30 38 81 - c.blot@inao.gouv.fr	



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Nord-Est
43^{ter} rue des Forges
51200 EPERNAY

Technicien(ne) territorial(e)

N° du poste :	
Catégorie : B (fonctionnaire ou statut unifié)	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) : Sans objet	Groupes RIFSEEP : 2 Cotation part fonction PFR :
Poste basé à Epernay Poste vacant à compter du 1^{er} janvier 2023 Date limite de candidature : 1^{er} novembre 2022	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales concernent, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label rouge, Agriculture biologique et STG), la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</p> <p>La délégation territoriale Nord-Est intervient sur environ 135 SIQO (filières viticole, laitière et agro-alimentaire) localisés dans les régions Grand-Est, Hauts-de-France et Ile-de-France ainsi que sur la filière agriculture biologique de ce territoire. La délégation territoriale est composée de 2 sites, Epernay et Colmar.</p>
Objectifs du poste	Participer à la réalisation des missions de l'INAO sur des projets dont la délégation a la responsabilité en apportant un appui technique pour les travaux relatifs aux conditions de production, à la délimitation et aux contrôles.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Sous l'autorité du délégué territorial, et en lien avec les ingénieurs de la délégation, l'agent :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ contribue au suivi des organismes de défense et de gestion (ODG) et à la protection des SIQO, supervise le contrôle des SIQO et assure le suivi des relations courantes avec les professionnels de ces filières (participation aux Assemblées générales statutaires, aux réunions avec les ODG et les organismes de contrôle) ;▪ participe aux travaux des équipes projets en charge de l'instruction des demandes de reconnaissance ou de modification des cahiers des charges des SIQO ;▪ instruit, sous la supervision d'un ingénieur territorial, les demandes d'approbation des plans de contrôle et de leurs modifications ;▪ participe aux actions d'information et de promotion sur les SIQO auprès des partenaires institutionnels de l'INAO (établissements de formation, etc.) et du public ;▪ contribue à l'examen des demandes relatives à la production en agriculture biologique ;▪ pourra à terme, et s'il le souhaite, s'inscrire en tant qu'évaluateur technique et réaliser l'évaluation technique des organismes de contrôle agréés par l'INAO en charge du contrôle des SIQO sur le territoire national. <p>Le poste est orienté initialement principalement sur le suivi des filières viticoles et des boissons spiritueuses champenoises. Dans ce cadre, l'agent assurera en particulier le suivi des manquements constatés au travers des rapports d'inspection transmis par l'organisme d'inspection des IG champenoises et accompagnera cet organisme en vue de son accréditation en tant qu'organisme de certification.</p> <p>L'activité de l'agent pourra rapidement évoluer vers le suivi d'autres filières ou missions de l'Institut afin de diversifier son expérience et développer ses compétences.</p>

Champ relationnel du poste	Agents de la délégation territoriale et services nationaux de l'INAO, administrations régionales et départementales, organisations professionnelles ; Déplacements à prévoir sur la partie Est de la délégation territoriale et sur le territoire national dans le cadre de la mission d'évaluation technique des organismes de contrôle.	
Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire / Savoir-être
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Connaissances techniques en production agricole et agroalimentaire, en particulier viticulture/oenologie et agriculture biologique ▪ Connaissances de la réglementation et des concepts SIQO ▪ Connaissance de l'environnement institutionnel et professionnel ▪ Maîtrise des outils bureautiques <p style="text-align: center;"><i>Un parcours de formation « prise de poste » est proposé à l'agent à son arrivée</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Analyse et expertise technique ▪ Rédaction de comptes rendus ▪ Conduite d'audit ▪ Expression orale ▪ Capacité à coordonner les actions et procédures et accompagner les collaborateurs ▪ Autonomie ▪ Discrétion ▪ Qualités relationnelles ▪ Goût du travail en équipe
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressés à la Secrétaire générale de l'INAO : Madame CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : Olivier RUSSEIL - Délégué territorial Tel. 03 26 55 95 07 - Courriel : o.russeil@inao.gouv.fr	



INSTITUT NATIONAL
DE L'ORIGINE ET DE
LA QUALITÉ

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire

Institut national de l'origine et de la qualité (INAO)
Délégation territoriale Val de Loire
16 rue du Clon, 49100 Angers

Délégué(e) territorial(e)

N° du poste :	
Catégorie : A+ ou A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 3	Cotation RIFSEEP : 1 Part fonction PFR :
Poste basé à Angers Poste vacant à compter du 1^{er} janvier 2023 Date limite de candidature : 1^{er} novembre 2022	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'INAO est un établissement public du Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire, chargé de mettre en œuvre la politique française concernant les produits sous signes officiels d'identification de l'origine et de la qualité (SIQO). Ses missions principales sont, la reconnaissance, le suivi, le contrôle et la protection des SIQO (AOP, IGP, Label Rouge, Agriculture biologique, STG) ; la promotion de leurs concepts, ainsi que la protection du foncier agricole et des aires de leurs productions.</p> <p>La délégation territoriale Val de Loire intervient sur environ 240 SIQO reconnus au sein de la filière viticole (assise viticole de la DT avec 4 bassins importants de production : le Nantais, l'Anjou, la Touraine et le Centre) et au sein des filières agro-alimentaires représentant un pôle d'intervention équivalent (filiales avicole, plantes ornementales, bovine, porcine, fromages de chèvre et produits transformés) localisés dans les régions Pays de Loire et Centre Val de Loire, ainsi que sur la filière agriculture biologique de ces territoires. La délégation territoriale est composée de 2 sites, Angers et Tours ainsi qu'une antenne à Nantes.</p>
Objectifs du poste	Assurer les missions de l'INAO sur le territoire de la délégation territoriale, gérer la délégation territoriale et assurer l'animation et l'encadrement d'une vingtaine d'agents.
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Le délégué territorial, représentant de la Direction, est le porte-parole de la politique générale de l'Institut. Il met en œuvre localement les décisions des instances et de la Direction. Il est à ce titre l'interlocuteur des représentants des collectivités locales et des différents services locaux de l'Etat.</p> <p>Sous l'autorité de la direction, il gère la délégation territoriale. Il est responsable notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">- du fonctionnement et de l'accomplissement des missions de l'INAO au sein de la délégation territoriale dont il a la charge ;- de l'avancement des projets des cahiers des charges et de leur évolution.- de l'organisation du travail des agents de la délégation territoriale.
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none">- Rattaché à la Direction- Encadrement hiérarchique des agents de la délégation territoriale- Relations avec la Direction, les services nationaux, les partenaires institutionnels de l'INAO et les organisations professionnelles, les collectivités locales- Nombreux déplacements- Durée prévue sur le poste : 5 ans (prolongation d'un an possible)

Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	Concepts de SIQO ; Techniques de production et de transformation agricoles et agroalimentaires ; Economie des filières agricoles et agroalimentaires ; Environnement institutionnel et professionnel ; Organisation et dynamique des filières et groupements ; Maîtrise des outils bureautiques	Aptitude à communiquer et à travailler en équipe ; Pilotage de projets ; Capacités d'encadrement et d'animation, relationnelles, d'organisation et de représentation, d'analyse et de synthèse ; Conduite de réunion
Personnes à contacter	Les candidatures, lettre de motivation et parcours professionnel, doivent être adressées au Secrétaire général de l'INAO : Madame Patricia CARISTAN Tél. : 01.73.30.38.02 - Courriel : p.caristan@inao.gouv.fr Informations sur le poste : directrice par intérim Madame carole LY Tel. 01.73.30.38.09 - Courriel : c.ly@inao.gouv.fr	

Ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation
Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Délégation Territoriale Est –
Haras de Cluny - 2, rue Porte des prés 71250 CLUNY

Contrôleur(euse) identification et traçabilité sanitaire Bourgogne Franche-Comté

<p>N° du poste : (RIEN A METTRE)</p> <p>Catégorie : B – fonctionnaire ou contractuel de droit public</p> <p>Filière : Technique</p>	
<p>Cotation parcours professionnel postes catégorie A(*) :</p>	<p>Groupes RIFSEEP : 2 (Technicien)</p>
<p>Vacance du poste : Vacant</p> <p>Date limite pour candidater : 05/11/2022</p> <p>Date de prise de poste : Dès que possible à partir du 02/01/2023</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel</p>	<p>L'Institut Français du Cheval et de l'Équitation est un établissement public administratif sous double tutelle des Ministères en charge de l'agriculture et des sports. L'IFCE est au service des acteurs de la filière équine avec pour principales missions de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Contribuer à la mise en œuvre des politiques de l'Etat en faveur de la filière équine : notamment la traçabilité zootechnique et sanitaire des équidés, l'appui économique à la filière et l'expertise réglementaire dans les domaines de l'élevage et des sports équestres. - Etre l'institut technique de référence de la filière par des activités de recherche appliquée, de transmission des savoirs (diffusion et formation professionnelle) et de valorisation du patrimoine équestre français. <p>La mission de police de l'identification des équidés a été confiée à l'Ifce fin 2014 (dispositions de la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014). Une brigade d'une soixantaine de contrôleurs, assure cette mission sur l'ensemble du territoire. Ces agents assermentés sont habilités à rechercher et constater les infractions relatives à l'identification des équidés et aux obligations sanitaires du détenteur d'équidés.</p> <p>L'objectif des contrôles réalisés par les agents de l'Ifce est de renforcer la fiabilité de la traçabilité sanitaire des équidés en accompagnant les détenteurs dans la réalisation de leurs démarches puis en sanctionnant les acteurs négligents ou fraudeurs.</p> <p>La mission d'identification de terrain est une mission régaliennne au service de la traçabilité. Les identificateurs Ifce réalisent les actes de terrain en suppléance de la profession vétérinaire, et contribuent au maintien de la qualité et de l'expertise en lien fort avec le SIRE. Ils apportent notamment leur appui dans le traitement des dossiers complexes, dans le développement des outils dédiés à l'identification de terrain, et ils participent aux changements de procédures imposés par les évolutions réglementaires.</p>
<p>Objectifs du poste</p>	<p>L'agent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Organise et effectue des contrôles chez le détenteurs d'équidés afin de vérifier le respect de la réglementation identification et des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés. Le contrôleur réalise des constats protection animale. 70% de son temps de travail

	<ul style="list-style-type: none"> - Réalise les actes d'identification de terrain (relevé de signalement, pose de transpondeur, prélèvements sanguins). Il optimise son travail via l'organisation de tournées en regroupant les demandes des clients. Les agents sont habilités spécifiquement pour cette mission. 20% de son temps de travail. - Dispense des formations en territoire sur l'appui à la filière. 20% de son temps de travail.
<p>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</p>	<p>Activités principales :</p> <p><u>Mission contrôle</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Planifie et organise des contrôles terrain en lien avec le plan de contrôle national : recherche des détenteurs à contrôler, prospection terrain, prise de RDV. - Réalise des contrôles terrain chez les détenteurs d'équidés : contrôles des documents administratifs de références, contrôle physique de l'identification des équidés, constats d'infraction, vérification des obligations sanitaires liées à la détention d'équidés. - Assure le suivi administratif des dossiers de contrôle : saisie des résultats de contrôle, rédaction compte rendu de contrôle/courrier d'accompagnement, suivi des remises en conformité par le détenteur. - Informe et transmet avec pédagogie la réglementation. - Collabore avec les DD(ETS)PP et autres acteurs du contrôle (DDT, BNEVP) : interface, actions conjointes, mutualisation des informations, appui réglementaire et technique, réunions de travail. - Contribue à la diffusion d'information en lien avec les activités d'Institut Technique de l'Ifce. <p><u>Mission d'identification de terrain :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Planifie et organise les actes d'identification de terrain en lien avec le plan de production territorial et national : gestion fichier client, organisation de tournées, prise de RDV. - Réalise les actes d'identification de terrain chez les éleveurs d'équidés : contrôles des documents administratifs de références, contrôle physique de l'identification des équidés, relevé de signalement, pose du transpondeur, prélèvements sanguins, vérification de signalement, mise à jour de données d'identification. - Assure le suivi administratif des dossiers d'identification de terrain : remplissage et transmission au SIRE du formulaire d'identification de terrain papier ou dématérialisé, envoi des prélèvements sanguins. - Informe et transmet avec pédagogie la réglementation. - Collabore avec la profession vétérinaire ou autres acteurs de l'identification : interface, actions conjointes, mutualisation des informations, appui réglementaire et technique, réunions de travail. <p>Activités annexes</p> <ul style="list-style-type: none"> -Participe à la formation des futurs contrôleurs et à l'évolution du métier - Aide à concevoir les guides méthodologiques sur les procédures de contrôles - Contribue à la rédaction et à la mise à jour des guides techniques et réglementaires -Formateur à temps partiel sur l'appui à la filière ou vétérinaires
<p>Champ relationnel du poste</p>	<p>En interne</p> <ul style="list-style-type: none"> - Direction du Système d'information relatif aux équidés (SIRE) - Direction des Contrôles et de l'Identification de Terrain (DCIT) - Coordinateurs de contrôle - Contrôleurs Ifce - Délégués de délégation territoriale - Experts techniques de l'Ifce <p>En externe</p> <ul style="list-style-type: none"> - Détenteurs d'équidés / propriétaires / éleveurs - Vétérinaires - Représentants professionnels de la filière - DD(ETS)PP/ DDT/ SRAL / DRAAF - RESPE

Compétences liées au poste	Savoirs / Savoir-faire	Savoir-être
Niveaux : 1. Initié 2. Pratique 3. Maîtrise 4. Expert	<ul style="list-style-type: none"> - Manipulation des équidés - Hygiène et soins des équidés - Connaissance de la filière équine et de ses institutions - Connaissance réglementation Identification et sanitaire des équidés - Expression écrite - Expression orale 	<ul style="list-style-type: none"> - Autonomie - Posture d'inspection - Etre orienté vers l'action et le résultat - Avoir le sens des relations humaines - Gestion de conflit en situation de contrôle - Rigueur - Capacité d'adaptation et d'organisation - Travail en équipe et en réseau - Pédagogie
Conditions de recrutement	<p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en positions normale d'activité (PNA) ou par la voie du détachement selon le statut d'origine.</p> <p>Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public en application des articles L332-1 à L332-5 du Code Général de la Fonction Publique.</p> <p>Le CDD de 12 mois est renouvelable.</p>	
Prérequis (diplôme ou expérience)	<p>Bac pro agricole, Bac STAV OU 3 ans d'expérience sur un poste similaire</p>	
Conditions particulières de travail	<ul style="list-style-type: none"> - Une période de formation de 6 mois minimum est nécessaire pour la prise de poste avec plusieurs semaines de formation en dehors du site administratif. - Déplacements professionnels sur la zone d'intervention : Bourgogne et Franche-Comté. - Moyenne de 15000 à 20000 km/an. - Possibilité de demande de renfort ponctuel dans d'autres départements de la Délégation Territoriale Est en cas de crise sanitaire ou autre. - Possibilité d'appui d'identification terrain en Franche Comté. - Missions pouvant imposer des contraintes horaires liées aux déplacements, parfois sur plusieurs jours, avec nuitée(s) en dehors de la résidence administrative. - Présence obligatoire aux réunions trimestrielles Identification traçabilité sanitaire 	
Personnes à contacter	<p>Renseignements sur le poste :</p> <p>Renseignements sur le poste :</p> <p>M. Daniel LAGNEAUX Directeur de la délégation territoriale Bourgogne, Franche-Comté, Grand-Est - Tél. : 03.81.52.50.47 ou 06.78.46.72.13 courriel : daniel.lagneaux@ifce.fr</p> <p>Mme Julie Schneider, Directrice des contrôles et de l'identification de terrain – Tél. : 05 55 73 83 74 ou 06 86 71 01 90 courriel : julie.schneider@ifce.fr</p> <p>Composition du dossier :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un CV, - Une lettre de motivation, - Les trois derniers comptes rendus d'entretiens professionnels, - Pour les fonctionnaires, le dernier arrêté de situation administrative, - Pour les candidats actuellement en CDI de droit public dans la fonction publique, le CDI actuel. <p>A envoyer à :</p> <p>Département emploi, compétences et formation sur le courriel : recrutement@ifce.fr</p> <p>Un accusé de réception est systématiquement envoyé à chaque candidat à</p>	

	réception de son dossier. En cas de non réception dans les 72 heures (jours ouvrés), nous vous invitons à nous contacter par courriel à recrutement@ifce.fr afin de vérifier la bonne réception de votre candidature.
--	--

Cette offre de recrutement s'entend au féminin comme au masculin.

Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne
Service agricole
14, place de Louvain
B -1000 BRUXELLES

Délégué(e) adjoint(e) pour les affaires agricoles européennes

Catégorie : A et A+ dans le cadre d'une mise à disposition Délégué(e) adjoint(e) pour les affaires agricoles européennes			
<i>Poste susceptible d'être vacant d'ici début 2023. Cotation du poste : 3</i>			
<i>Présentation de l'environnement professionnel</i>	La Représentation permanente est une structure interministérielle chargée de représenter les intérêts français auprès des institutions européennes. Le Service agricole de cette Représentation assure le suivi des travaux menés par ces institutions en matière agricole. Le Délégué pour les affaires agricoles est porte-parole de la France au Comité spécial Agriculture (CSA), instance qui prépare les réunions – généralement mensuelles - du Conseil des ministres de l'agriculture de l'UE. Le Service agricole participe à la préparation de ces réunions, et rédige en outre les comptes rendus des débats du CSA, du Conseil et de la Commission agriculture du Parlement européen. Ses membres participent également à de nombreuses réunions de groupes de travail du Conseil et, le cas échéant, à différents types de comités ou groupes d'experts. Ils assistent aux sessions de travail du Parlement et aux conférences ou réunions sur les sujets agricoles européens.		
<i>Objectif du poste</i>	Assurer les fonctions d'adjoint au Délégué pour les affaires agricoles européennes. Il s'agit de participer à l'élaboration de la position française, s'efforcer de l'expliquer et de la faire partager aux autres parties prenantes des négociations, et rendre compte du déroulement de celles-ci aux autorités nationales.		
<i>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</i>	Dans le cadre d'un fonctionnement en binôme avec un autre adjoint du Délégué, le titulaire du poste sera plus spécifiquement chargé du suivi : - Des dossiers relevant des paiements directs de la PAC ; - Des dossiers relevant des filières de productions animales ; - Des dossiers concernant le soutien à l'agriculture des RUP ; - Des dossiers concernant la politique de promotion des produits agricoles ; Ainsi que du suivi, pour le compte du Service agricole, des dossiers commerciaux et budgétaires ayant un impact sur le secteur agricole (dossiers sur lesquels les services économique et financier de la RP sont chefs de file). Néanmoins, cette liste est indicative et susceptible d'évoluer en fonction du profil du candidat et de la charge de travail du service.		
<i>Champ relationnel du poste</i>	- Le SGAE ; - Les services d'administration centrale ; - Les institutions européennes (fonctionnaires de la Commission, du Parlement, du Secrétariat général du Conseil, membres des délégations des 26 autres Etats membres) ; - Les bureaux de représentation à Bruxelles des organisations professionnelles agricoles et des régions françaises.		
<i>Compétences liées au poste</i>	<table border="0" style="width: 100%;"> <tr> <td style="vertical-align: top; width: 50%;"> Savoirs - Excellente maîtrise de l'anglais (la connaissance d'autre(s) langue(s) de l'UE serait appréciée) - Connaissance de la PAC - Connaissance du fonctionnement institutionnel de l'UE - Culture économique - Culture juridique - Maîtrise impérative des outils de bureautique et en particulier des tableurs Excel </td> <td style="vertical-align: top; width: 50%;"> Savoir-faire - Sens du contact : qualités relationnelles indispensables - Sens de la négociation et du dialogue - Curiosité intellectuelle, capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles - Capacité à gérer dans l'urgence et respect des délais - Discrétion - Réactivité et esprit d'initiative - Capacité à travailler en équipe - Très grande disponibilité, sens de l'engagement et du service public </td> </tr> </table>	Savoirs - Excellente maîtrise de l'anglais (la connaissance d'autre(s) langue(s) de l'UE serait appréciée) - Connaissance de la PAC - Connaissance du fonctionnement institutionnel de l'UE - Culture économique - Culture juridique - Maîtrise impérative des outils de bureautique et en particulier des tableurs Excel	Savoir-faire - Sens du contact : qualités relationnelles indispensables - Sens de la négociation et du dialogue - Curiosité intellectuelle, capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles - Capacité à gérer dans l'urgence et respect des délais - Discrétion - Réactivité et esprit d'initiative - Capacité à travailler en équipe - Très grande disponibilité, sens de l'engagement et du service public
Savoirs - Excellente maîtrise de l'anglais (la connaissance d'autre(s) langue(s) de l'UE serait appréciée) - Connaissance de la PAC - Connaissance du fonctionnement institutionnel de l'UE - Culture économique - Culture juridique - Maîtrise impérative des outils de bureautique et en particulier des tableurs Excel	Savoir-faire - Sens du contact : qualités relationnelles indispensables - Sens de la négociation et du dialogue - Curiosité intellectuelle, capacités d'analyse, de synthèse et rédactionnelles - Capacité à gérer dans l'urgence et respect des délais - Discrétion - Réactivité et esprit d'initiative - Capacité à travailler en équipe - Très grande disponibilité, sens de l'engagement et du service public		
<i>Personnes à contacter</i>	M. Sylvain Maestracci, délégué pour les affaires agricoles européennes (RP) Tél : +32 2 229 83 73 – sylvain.maestracci@diplomatie.gouv.fr Mme Karine Serrec, sous-directrice Europe (MASA, DGPE) Tél : 01 49 55 45 57 – karine.serrec@agriculture.gouv.fr		

Mise à disposition auprès de la FAO/OAA-ROME

Conseiller Vétérinaire Sénior Centre de gestion des urgences de santé animale (EMC-AH)

N° du poste :

Catégorie : A⁺

Cotation parcours professionnel : 3

Poste à pourvoir pour le 1^{er} décembre 2022

Durée de l'engagement : 3 ans, renouvelable 2 fois 1 an

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	L'EMC-AH est le principal centre mondial de gestion des urgences en santé animale, jouant un rôle essentiel dans le renforcement de la capacité de préparation et de réponse des pays, des régions et de la communauté internationale, afin de réduire l'impact des urgences en santé animale. Les activités du Centre sont organisées selon les quatre piliers décrits dans son plan d'action stratégique 2018-2022 : Préparation, Réponse, Coordination des incidents, et Collaboration et mobilisation des ressources.
OBJECTIFS DU POSTE	Mettre à disposition de la FAO les compétences de l'expert en matières de politiques sanitaires françaises et européennes, notamment en matière de gestion des urgences sanitaires; suivre la mise en œuvre des projets financés par la France à son niveau et coordonner les actions de la FAO avec celles des autres organisations pertinentes.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	<ol style="list-style-type: none">Appui à la stratégie de santé animale et des urgences de la FAO et en particulier de l'EMC-AH :<ul style="list-style-type: none">diffuser les informations et analyses pertinentes aux partenaires intéressés au sein de la FAO, en particulier au niveau du groupe EMPRES / GLEWS de prévention et d'alerte rapide et de l'EMC-AH, et de façon générale au niveau de la Division de la Production et de la Santé Animales (NSA) et du Bureau des urgences et de la résilience (OER);assurer un lien permanent avec les partenaires pertinents de la FAO, notamment l'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE), et contribuer à la coordination des activités conduites avec l'OIE, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et d'autres organisations et organismes, en particulier dans le cadre de l'Accord Tripartite/Quadripartite, ainsi que les relations avec INTERPOL et les agences pertinentes des NU pour les menaces biologiques;conseiller l'EMC-AH dans la mise en œuvre de son plan stratégique d'actions, notamment les piliers relatifs à la préparation, aux interventions et à la coordination, et assister la FAO dans la recherche de financements pour l'EMC-AH et d'autres groupes ou projets le cas échéant ; participer à l'élaboration du plan stratégique de l'EMC pour les années 2023-2027 ;soutenir la mise en œuvre de la stratégie 'Une seule santé' de la FAO et en particulier de l'EMC-AH ;Préparation à la gestion des urgences sanitaires :<ul style="list-style-type: none">planifier, mettre en place et délivrer les activités de soutien aux pays bénéficiaires dans le cadre du « Processus progressif de préparation aux urgences » ('PPEP'), notamment les auto-évaluations PPEP et analyses des besoins, les programmations de développement des capacités, et les ateliers « Méthode de bonne gestion des urgences » ('GEMP'), « Gestion des opérations d'urgence », « Revues Après Action » (RAA) ou autres ateliers de formation aux outils de gestion des

	<p>urgences sanitaires ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - contribuer à la reprise et à l'utilisation des principes généraux du GEMP et du PPEP dans le cadre des urgences phytosanitaires, en lien avec OER, les partenaires techniques pertinents de la FAO et le Secrétariat de la Convention Internationale pour la Protection des Végétaux (CIPV) ; <p>3. Réponse rapide aux urgences:</p> <ul style="list-style-type: none"> - appuyer, en étroite collaboration avec le groupe EMPRES / GLEWS, le processus d'analyse d'impact des maladies animales transfrontalières et d'élaboration des actions d'urgence prioritaires pour la FAO et des positions et recommandations de la FAO ; - participer, en lien avec OER, les bureaux nationaux de la FAO et les équipes d'EMPRES et d'ECTAD (Centre d'urgence pour les maladies animales transfrontalières), à l'organisation et au suivi des missions de réponse rapide de l'EMC-AH; - assurer, le cas échéant, le suivi de la mise en œuvre des activités immédiates suivant la mission (élaboration de proposition de projet ou mise en œuvre de recommandations) ; <p>4. S'acquitter de toute autre tâche requise en fonction des besoins.</p>
<p>CHAMP RELATIONNEL DU POSTE</p>	<p>Le titulaire travaillera au sein de l'EMC-AH, sous la supervision directe du CVO, Chef des services de santé animale de la FAO et du Centre 'Une seule Santé', mais en lien étroit et continu avec le Bureau des urgences et de la résilience qui gère les fonds d'urgence utilisés par l'EMC-AH. Cela implique un champ relationnel large, qui inclura aussi les relations avec les partenaires pertinents de l'OIE et de l'OMS, ainsi qu'avec ses homologues de la Division de la production et protection végétale et du CIPV.</p>
<p>COMPETENCES LIEES AU POSTE</p> <p>SAVOIRS ET SAVOIR-FAIRE</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Compétences en épidémiologie et gestion des maladies animales et zoonotiques ; - Expérience dans la gestion de crises et la négociation ; - Expérience des relations internationales et des projets de développement ; - Parfaite maîtrise de l'anglais (lu, écrit, parlé) ; une autre langue des NU est un atout ; - Aptitude au travail en équipe et au management ; - Sens des contacts humains ; aptitude à travailler dans un contexte multiculturel ; - Disponibilité
<p>PERSONNES A CONTACTER</p>	<p>Les agents intéressés sont invités à adresser leur CV et leur lettre de motivation à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Charles MARTINS FERREIRA - DGAL, Sous-directeur de l'Europe, de l'international et de la gestion intégrée du risque – charles.martins-ferreira@agriculture.gouv.fr (+ 33 1 49 55 81 20) - Pierre PRIMOT - DGAL, Sous-directeur adjoint de l'Europe, de l'international et de la gestion intégrée du risque – pierre.primot@agriculture.gouv.fr (+33 1 49 55 45 26) - Françoise SIMON – Sous directrice Europe et international – DGPE francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr - Anne-Laure ROY – Chargée de mission Organisations internationales – DGPE –anne-laure.roy@agriculture.gouv.fr (+ 33 1 49 55 45 12) <p>Une copie du dossier de candidature (CV et lettre de motivation) est à transmettre à la DGPE, Bureau de la mondialisation et de la sécurité alimentaire à Sébastien RIHANI, DGPE/SEI/SDI/BMSA animation du réseau à l'international – sebastien.rihani@agriculture.gouv.fr</p>

**L'Anses recrute
un Chef de l'unité Coordination (H/F)**

Poste basé à Fougères (35)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.



1400
collaborateurs



16
sites en France



9
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Sous l'autorité hiérarchique de l'adjoint au directeur en charge de l'évaluation scientifique, vous assurez les missions de management de l'équipe coordination. Vous participez au développement de l'évaluation scientifique et rédactionnelle de l'unité, à la représentation et aux échanges avec les différents partenaires. Vous êtes en charge de la supervision technique de rapports d'évaluation

Votre équipe

L'Agence Nationale du médicament vétérinaire (ANMV) assure la gestion des décisions relatives au médicament vétérinaire notamment la délivrance des autorisations administratives relatives au médicament vétérinaire, la surveillance des effets indésirables des médicaments ainsi que le contrôle des établissements pharmaceutiques et la surveillance du marché des médicaments vétérinaires.

Au sein de l'ANMV, le département Evaluation scientifique, est chargé notamment de l'expertise des dossiers de médicaments vétérinaires soumis à autorisation, enregistrement ou déclaration et de projets scientifiques.

Il assure en particulier :

- l'expertise des dossiers de demande d'autorisation dans le cadre des procédures nationales, de reconnaissance mutuelle, décentralisée et centralisée, pour l'ensemble des médicaments vétérinaires,
- dans le cadre d'une procédure centralisée, l'expertise des dossiers de limites maximales de résidus des substances entrant dans la composition de médicaments destinés aux espèces productrices de denrées alimentaires,
- dans le cadre des demandes (saisines, questions des tutelles, parties prenantes, questions en interne) relevant du département Evaluation scientifique, la planification, le pilotage des travaux et le cas échéant, la mise en place et la coordination d'un groupe de travail ainsi que la contribution à la rédaction des réponses (notes, avis, rapports) et des documents afférents.

L'unité Coordination est chargée notamment :

- du rapportariat des dossiers,
- de la conduite des procédures,

Le département est composé de 30 personnes dont 8 dans l'unité Coordination

Votre quotidien

A ce titre, vous devrez :

- Assurer l'encadrement hiérarchique des rapporteurs;
- Gérer les ressources humaines de son unité : participer au recrutement, évaluer ses collaborateurs, et définir les besoins en formation de son unité ;
- Contribuer à la construction de recommandations sur les stratégies de développement en participant à l'identification des enjeux scientifiques pouvant être relevés par le département Evaluation scientifique ;

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Le titulaire de poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts. Déplacements occasionnels en France et à l'étranger sont à envisager

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Fougères

- Animer et coordonner les activités de l'Unité;
- Décliner la politique du département en matière de positionnement européen et international ;
- Participer à la mise en œuvre d'une stratégie dans le choix des dossiers à évaluer ;
- Gérer les priorités et élaborer le programme de travail de l'équipe en collaboration avec l'adjoint au directeur et le chef d'unité Expertise (programmation, revues techniques de dossiers, réunion industriels, projets scientifiques) ;
- Coordonner les procédures nationales et communautaires en s'assurant du respect des délais réglementaires de l'évaluation ;
- Superviser les rapports rédigés par les rapporteurs ;
- Représenter l'Agence et valoriser les activités de l'Agence dans le domaine de l'unité ;

Dans le cadre de ce travail, des contacts seront établis avec les experts des autres Etats Membres, les professionnels de santé et de l'industrie pharmaceutique.

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Diplôme de vétérinaire, Doctorat dans les domaines de la science pharmaceutique, biologie, immunologie, ou BAC + 5 scientifique dans les mêmes domaines
- Expérience dans le domaine du médicament est nécessaire
- Expérience réussie en management d'équipe

Compétences :

- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique, oral et écrit
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Esprit critique et rigueur scientifique
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'anglais (lu, parlé et écrit)
- Aptitudes relationnelles et pour le travail en équipe
- Aptitudes à la communication orale
- Maîtrise des outils de bureautique

Pour postuler :

Contact opérationnel

Sophie BARRETEAU adjointe au directeur en charge du département Évaluation scientifique
sophie.barreteau@anses.fr - 02.99.17.27.33

Adresser au plus tard **le 28/10/2022**, lettre de motivation + CV en indiquant la référence **2022-182** à recrutement@anses.fr

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents dans leur diversité pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !

L'Anses recrute

Un Chef de l'unité mycoplasmologie bactériologie et antibiorésistance (H/F)

Poste basé à Ploufragan (22440)

- *Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation* -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Sous l'autorité du Directeur du laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort et en relation avec la Direction Stratégie et Programme de l'Anses, vous définirez la politique scientifique de recherche, de référence, d'appui scientifique et technique et d'assurance qualité de l'unité Mycoplasmologie Bactériologie et Antibiorésistance (UMBA) dans toutes ses composantes.

Vous assurerez le rayonnement national et international de l'unité en garantissant la cohérence et l'excellence scientifique dans les domaines couverts par celle-ci et vous vous assurerez de la mise en œuvre, de la réalisation et de la valorisation (publications internationales à comité de lecture, publications de vulgarisation scientifique, brevets) de l'ensemble des missions de recherche, référence, appui scientifique et technique ou expertise de l'UMBA.

Votre équipe

Le laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort comprend 210 agents et est organisé en 8 unités assurant les activités de recherche, référence et expertise dans les domaines de la bactériologie (santé animale et sécurité sanitaire des aliments), de la virologie-immunologie, de la parasitologie, de l'épidémiologie et du bien-être animal, et de l'écotoxicologie.

L'ensemble des unités est appuyé par deux services d'expérimentation animale, un service de management de la qualité et un service administratif, financier, technique et informatique.

Date de prise de fonctions :

1^{er} semestre 2023

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Poste soumis à déclaration publique d'intérêt

Travail en laboratoire confiné,
Déplacements en France et à l'international

Poste à temps plein

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+

L'UMBA a des activités de recherche, d'appui scientifique et technique, référence et d'expertise, en relation avec les bactéries du porc, de la volaille, des poissons et de leur environnement et en lien avec leur résistance aux antibiotiques. Les bactéries étudiées sont soit non zoonotiques et réglementées (infections mycoplasmiques aviaires prises en compte dans le programme de police sanitaire régissant les échanges), soit non zoonotiques et non réglementées (*Escherichia coli*, *Actinobacillus pleuropneumoniae*, *Mycoplasma hyopneumoniae*, ...), soit zoonotiques et non réglementées (infections à *Streptococcus suis*, à *Campylobacter* ou à *Staphylococcus aureus*).

Elle est Laboratoire National de Référence (LNR) pour les mycoplasmoses aviaires et LNR associé pour la résistance antimicrobienne.

Ses activités contribuent à une meilleure connaissance des mycoplasmoses aviaires et porcines, des infections respiratoires d'origine bactérienne chez le porc, ainsi que de la résistance aux antimicrobiens des bactéries pathogènes, zoonotiques ou sentinelles (commensales) du porc, de la volaille, des poissons ou de leur environnement. En particulier, les travaux de l'unité s'inscrivent dans une logique « une seule santé », en contribuant à préciser comment les pratiques d'élevage ou de traitement médicamenteux influencent la santé animale ou les phénomènes d'antibiorésistance au sein des élevages, dans l'environnement et leur impact sur la santé humaine.

L'UMBA est composée de 13 agents dont un chef d'unité adjoint et de doctorants (actuellement 4 doctorants). Elle collabore étroitement avec les différents unités et services expérimentaux du laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort, ainsi qu'avec différents partenaires scientifiques ou professionnels de l'Anses, au niveau national et international.

Votre quotidien

En concertation avec l'équipe de direction du laboratoire de Ploufragan-Plouzané-Niort, et avec l'appui du chef d'unité adjoint, vous serez chargé de :

- Encadrer les scientifiques et l'ensemble du personnel technique et administratif de l'unité en :
 - développant l'animation scientifique, technique, administrative et qualité de l'unité
 - manageant l'équipe (gestion des absences, de la formation, des recrutements)
- Développer les partenariats scientifiques, institutionnels et professionnels aux niveaux international, national, régional et local
- Appuyer les scientifiques de l'unité dans la rédaction des projets de recherche validés et la recherche de financements, ainsi que l'évaluation des moyens nécessaires.
- Construire et diriger les recherches dans votre thématique propre (antibiorésistance dans les filières aviaires et porcines) en relation avec le Directeur de l'axe stratégique Antibiorésistance et les autres composantes du LNR Résistance antimicrobienne, contribuer à l'encadrement doctoral sur cette thématique, et participer à des activités d'expertise nationale et internationale sur le sujet, et à la surveillance de l'antibiorésistance dans le cadre du LNR
- Communiquer les résultats de l'unité et appuyer les scientifiques dans la valorisation des travaux au niveau national et international (publication dans les revues, participation aux congrès ...)
- Réaliser un reporting sur les activités de recherche et de référence auprès des tutelles

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Ploufragan (à 2h 15 de Paris en TGV)

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Doctorat d'Université en biologie ayant des compétences affirmées en antibiorésistance, habilitation à diriger les recherches requise (ou niveau équivalent pour les scientifiques étrangers) – Minimum bac +5
- Expérience préalable réussie de management en laboratoire de recherche et d'encadrement de doctorants
- Expérience de la construction de projets de recherche partenariaux nationaux et internationaux
- Habilitation expérimentation animale niveau concepteur de procédures expérimentales nécessaire à terme
- Expérience souhaitée de management de la Qualité (référentiels 17025, 17043)

Compétences :

- Compétences en management d'équipe scientifique de recherche
- Compétences en bactériologie, en antibiorésistance et en biologie moléculaire
- Compétences souhaitées en bio-informatique et en statistiques
- Connaissances des références qualité (17025, 17043)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique, oral et écrit
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité à maintenir et développer les réseaux professionnels
- Esprit critique et rigueur scientifique

Pour postuler :

Contact opérationnel :

Nicolas ETERRADOSSI Directeur - nicolas.etteradossi@anses.fr

Adresser au plus tard **le 28 octobre 2022**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-186** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents **dans leur diversité** pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

**L'Anses recrute
un Gestionnaire budget (H/F)**

Poste basé à Maisons Alfort (94)

- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.



1400
collaborateurs



16
sites en France



9
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Rattaché(e) à la cheffe de service et à son adjoint, vous serez en charge de l'exécution budgétaire et travaillerez en coordination avec les autres membres de l'équipe et les entités opérationnelles sur le périmètre de la chaîne de la dépense. Dans le respect des règles de la comptabilité publique et des marchés publics, vous interviendrez sur les différents objets de gestion de la dépense, notamment en effectuant la saisie, les contrôles et parfois jusqu'à la validation des commandes. Vous concurrez également au constat et/ou à la certification du service fait en lien avec les directions opérationnelles. Vous faciliterez la résolution des anomalies éventuelles lors de la facturation. A ce titre, vous échangerez avec le service facturier de l'agence comptable sur les écarts entre facturation et engagement/service fait. L'objectif est de garantir une exécution budgétaire et financière respectueuse du bon usage des deniers publics et dans les délais de paiement imposés par les textes. Vous participerez également aux réunions de dialogue de gestion avec ses collègues du pôle Pilotage afin d'éclairer les difficultés en exécution et dans le suivi de la programmation budgétaire.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 3 ou titulaire de catégorie B

Votre équipe

Placée sous l'autorité de la directrice générale adjointe en charge du pôle « Affaires générales », la Direction de l'Administration et des Finances (DAF) est structurée autour de quatre services :

- un service des achats et des marchés publics (SAM) ;
- un service du budget et du contrôle de gestion (SBCG) ;
- un service des conventions de partenariat et des financements externes (SCPF) ;
- un service de la logistique et des missions (SLM).

Sous l'autorité de la cheffe de service et de son adjoint, l'équipe SBCG de 7 agents est composée :

- d'un pôle de 3 contrôleurs de gestion chargés du pilotage et des outils et plus particulièrement de la programmation budgétaire avec une répartition par portefeuille (budget annuel d'environ 150 M€), de la comptabilité analytique et d'un appui à la DRH en matière de contrôle de gestion sociale;
- d'un pôle de 4 gestionnaires chargés du suivi de l'exécution budgétaire et des contrôles en appui aux entités de l'Anses situées à Maisons Alfort (environ 3 500 commandes par an pour un budget moyen de 13 M€), les entités étant réparties entre chaque gestionnaire qui dispose donc d'un portefeuille de directions à gérer.

Votre quotidien

Missions principales :

- Saisie, contrôle et validation des bons de commandes
 - Vérification de la saisie (tiers, objet, montant, article, mode achat, TVA, Clé budgétaire) ;

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités via l'association du personnel).

Infos pratiques :

Le poste est basé à Maisons Alfort Métro 8 « école Vétérinaire », RER D Maisons Alfort/Alfortville, Bus 24, 103, 104, 107, 125, 181, Autoroute A4

- Contrôle budgétaire : conformité des référentiels budgétaires et comptables, dépense inscrite sur notification des crédits, disponibilité) ;
- Vérification des pièces justificatives (devis, support juridique de la dépense et mise en concurrence) ;
- Envoi des bons de commande validés aux fournisseurs ;
- Demande des services faits auprès des entités bénéficiaires pour effectuer le constat et/ou la certification dans le système d'information ;
- Echanges sur factures en attente de paiement avec le service facturier ;
- Mise à jour des tableaux de suivi ;
- Recherche dans l'outil de gestion financier et comptable des engagements non soldés et autres objets de gestion pour traitement et relances éventuelles.

Missions transversales :

- Etre en appui sur la sécurisation des supports contractuels ;
- Répondre aux demandes d'information du métier, des contrôleurs de gestion et du service facturier ;
- Gestion des boîtes email génériques : vérification du statut de la demande (traité ou à faire), archivage.

L'agent est également amené à intervenir en appui sur l'ensemble du périmètre du pôle notamment pour assurer la continuité de service en cas de besoin de suppléance.

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Bac à Bac +3 en gestion administrative et financière
- Une expérience réussie dans un poste similaire est souhaitée.

Compétences

- Expérience en gestion de la comptabilité fournisseur indispensable
- Connaissance des procédures d'achat public souhaitée
- Connaissance de l'outil XRP Ultimate de CEGID (ex-Qualiac) serait un plus
- Rigueur dans l'application de la procédure de travail
- Appétence pour l'outil informatique
- Bon relationnel
- Autonomie

Pour postuler :

Contact opérationnel :

Gwenola CHILOUX, Cheffe du service budget et contrôle de gestion (gwenola.chiloux@anses.fr)

Adresser au plus tard **le 28 octobre 2022**, lettre de motivation + CV en indiquant la **référence 2022-188** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents **dans leur diversité** pour s'engager au service de la santé publique.

Rejoignez-nous !

L'Anses recrute
un/une Technicien instructeur d'autorisations en agriculture (H/F)
Poste basé à Maisons-Alfort (94)
- Contrat à durée indéterminée de droit public, détachement, affectation -

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail

L'Anses apporte les repères scientifiques nécessaires pour protéger notre santé contre les risques associés à l'alimentation, l'environnement et le travail, ou qui affectent les animaux et les plantes. Elle étudie, évalue et surveille les risques chimiques, microbiologiques et physiques et aide ainsi les pouvoirs publics à prendre les mesures nécessaires, y compris en cas de crise sanitaire. Agence nationale au service de l'intérêt général, l'Anses relève des ministères chargés de la santé, de l'environnement, de l'agriculture, du travail et de la consommation. Face aux menaces nouvelles liées aux évolutions du climat, des technologies et nos choix de société, elle œuvre chaque jour à mobiliser la science pour un monde plus sûr, plus sain, pour tous.

 **1400**
collaborateurs

 **16**
sites en France

 **9**
laboratoires

Plus d'information sur [notre page recrutement](#).

Vos missions

Placé sous l'autorité du chef de l'unité d'instruction administrative, vous êtes chargé de contrôler la conformité réglementaire des demandes. Vous assurez le suivi des dossiers et la préparation des décisions administratives, dans le respect des procédures en vigueur.

En tant que technicien instructeur d'autorisations en agriculture, vous avez la responsabilité des activités qui vous sont confiées dans les domaines de l'instruction des dossiers d'autorisation et de modification des produits phytopharmaceutiques, des adjuvants, des matières fertilisantes et supports de culture et produits biocides.

Votre équipe

Depuis 2015, l'Anses a en charge des missions d'autorisations de mise sur le marché pour les produits phytopharmaceutiques et les matières fertilisantes et supports de culture, ainsi que des missions de contrôle de ces produits.

Dans ce contexte, la DAMM intervient dans un cadre coordonné, en relation étroite avec d'autres directions de l'Anses ; elle est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits, de mettre en place des activités d'inspection et d'animer le comité de suivi des AMM, instance d'appui à la prise de décision.

Avec près de 40 agents, la direction comprend une unité qui assure la réception, le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions des dossiers d'ordre administratif, elle assure également l'information des demandeurs, et une unité des décisions en charge de l'instruction des dossiers sur la base des résultats de l'évaluation.

Date de prise de fonctions :

Dès que possible

Rémunération :

Selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires ou selon statut particulier si fonctionnaire.

Conditions particulières :

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts

Catégorie d'emploi :

Agent contractuel de catégorie 3 ou agent titulaire de catégorie B

Votre quotidien

- Assurer le suivi administratif d'un dossier ;
- Mettre à jour une base de données et/ou un logiciel en intégrant et en assurant le suivi des informations saisies dans ces bases de données ;
- Réaliser la recevabilité administrative d'un dossier en contrôlant la présence et la validité de toutes les pièces nécessaires à la constitution du dossier ;
- Rédiger des courriers administratifs ;
- Préparer le projet de décision administrative ;
- Archiver le dossier et les documents s'y rapportant ;
- Mettre en œuvre les procédures qualité en lien avec ses activités

Votre profil

Formation et expérience requises :

- Bac à Bac +2, BTS ou licence en sciences ou en gestion
- Expérience professionnelle souhaitée dans l'instruction de dossiers ou le domaine d'une réglementation relative aux produits chimiques

Compétences :

- Autonomie et rigueur, esprit d'analyse,
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe,
- Réactivité et maîtrise des délais,
- Capacité à rédiger un document selon un format déterminé,
- Compréhension de l'anglais scientifique (communication écrite),
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

Travailler chez nous, c'est :

Contribuer au quotidien à notre collectif et à nos engagements.

Et pouvoir bénéficier :

- d'une politique de développement des compétences dynamique,
- de 10 jours de télétravail mensuels (sous conditions),
- de différents avantages (restaurant d'entreprise/tickets restaurant, RTT, offre d'activités via l'association du personnel),
- de formations internes et d'appui à la montée en compétence.

Infos pratiques :

Le poste est basé sur le site de l'école vétérinaire de Maisons-Alfort, avec un accès aisé au centre de Paris en transports

Pour postuler :

Bertrand BITAUD, bertrand.bitaud@anses.fr

Adresser au plus tard **le 28 octobre 2022**, lettre de motivation + CV en indiquant la référence **2022-170** à recrutement@anses.fr

www.anses.fr   

L'Anses recrute, accompagne et valorise les talents **dans leur diversité** pour s'engager au service de la santé publique.
Rejoignez-nous !

**Chef de service adjoint
(H/F)**

**en charge des
contrôles surfaces**



Localisation : Montreuil (93)



Statut : Fonctionnaire (A)



Cotation RIFSEEP : 2
Cotation Parcours Pro : 2



Niveau d'études : Diplôme de niveau
licence ou master

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Dans le domaine des aides surfaces, vous pilotez le déroulé des campagnes de contrôles, et en particulier la bonne mise en œuvre des visites instruction, et des contrôles sur place. Vous assurez le suivi de la mise en place du système de suivi des surfaces en lien avec le chef de service



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement (ASP) est un organisme de paiement public pluri-ministériel. Son siège est réparti sur un complexe à Limoges et une antenne à Montreuil ; l'ASP compte 12 directions régionales réparties en France métropolitaine et dans les DOM.

La direction des soutiens directs agricoles (DSDA) est en charge de la mise en œuvre des aides directes de

la politique agricole commune et ce pour assurer le versement de 8,5 milliards d'euros payés chaque année au titre du premier et du second pilier de la PAC à destination de quelques 340.000 agriculteurs et assure la maîtrise d'ouvrage du système d'information « Isis-telepac », le pilotage des contrôles administratifs réalisés en DDT(M) et des contrôles sur place assurés par les DR ASP.



MISSIONS

Organisation, contributions et pilotage :

- Organiser, sous l'autorité du chef de service et en liaison avec l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et le ministère, la bonne mise en œuvre des campagnes de contrôle des aides surfaces du SIGC du premier et second pilier de la PAC
- Contribuer à définir les modalités de mises en œuvre des contrôles PAC surfaces à partir du cadre réglementaire fixé et établir les procédures et outils nécessaires
- Contribuer à l'organisation et au suivi de la mise en œuvre du système de suivi des surfaces en DR ASP

- Secondier le chef de service dans l'encadrement des agents en charge des contrôles surfaces.

Participer à la réponse aux audits externes et internes :

- Coordonner et assurer un suivi rapproché de l'avancement des contrôles et des problèmes de réalisation avec les directions régionales.
- Participer aux réunions des structures de pilotage (conférences mensuelles surfaces et 3STR) et notamment au Copil des campagnes SIGC.

Participer à la recette métier des évolutions de l'outil de gestion des contrôles surfaces :

- de l'appui et l'assistance aux utilisateurs intervenant dans le processus de contrôle des aides (DR ASP)
- de la préparation des tableaux de bord réguliers de suivi des contrôles (formulation des besoins et supervision, vérifications de conformité avant diffusion).

MANAGEMENT

Animer, coordonner et superviser la réalisation par les agents du secteur surfaces :

- rédaction des expressions de besoin relatifs aux outils de contrôle ainsi que la définition des référentiels et règles de gestion à instancier dans l'outil,
- rédaction des instructions opératoires à suivre par les services en charge de la mise en œuvre (DR-ASP)



CHAMP RELATIONNEL

- Autres directions de l'ASP (en particulier directions régionales),
- autres services de la DSDA,
- services centraux et déconcentrés du ministère de l'agriculture,
- prestataire informatique

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance générale de la PAC
- Connaissance des contrôles terrain
- Connaissances techniques agricoles générales



SAVOIR-FAIRE

- Capacité à analyser les situations et à décider
- Capacité à manager et dynamiser une équipe, à communiquer et dialoguer avec les autres services
- Capacité d'organisation
- Capacité à concevoir et conceptualiser un processus de traitement
- Réactivité et anticipation aux anomalies
- Initiative et autonomie
- Analyses statistiques
- Traduction de la réglementation en procédures et besoin d'outil
- Capacité à former et informer les utilisateurs Isis
- Savoir rendre compte face aux différentes instances internes et externes



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

Véronique LEMAIRE-CURTINOT – Directrice de la DSDA – Tél : 01 73 02 18 18 – courriel : veronique.lemairecurtinot@asp-public.fr

Emeline APPERT – Cheffe du service des contrôles - DSDA – Tél : 07 64 45 13 04 – courriel : emeline.appert@asp-public.fr

Sandrine DUPUY, DRH/SEEC Conseillère en recrutement, mobilité et formation – Tél : 05 55 12 00 33 - mobilite@asp-public.fr



Agence de Services
et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Agence de Services et de Paiement Direction régionale Corse-PACA

7 bis route de Galice - Immeuble Mirabeau

13098 Aix-en-Provence cedex 02

Chef du secteur contrôles (H/F)

N° du poste : R25013	
Catégorie : A	
Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 1	Groupe RIFSEEP : 4
Poste vacant (SREPES)	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de Directions régionales (DR) implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>Le poste proposé est directement rattaché au chef du service des contrôles de la direction régionale de l'ASP Corse-PACA..</p> <p>Le poste est localisé à Ajaccio, pour une intervention exclusive sur la Région Corse.</p>
Objectifs du poste	<p>L'objectif est de piloter une petite équipe d'agents contrôleurs, titulaires et vacataires, chargée de réaliser les contrôles terrain agricoles dans le domaine des surfaces et des animaux</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<p>Le chef du secteur contrôles corses aura notamment pour mission :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'organiser et de piloter le fonctionnement du secteur- de recruter et de former les vacataires- d'assurer la supervision des dossiers contrôlés- de participer lui-même à certains types de contrôles terrains (audits....)- d'être en relation fréquente avec les services déconcentrés du MASA et avec l'ODARC- de participer aux démarches engagées dans la lutte anti-fraude- d'intégrer dans son activité le système de suivi des surfaces en temps réel- de rendre compte de son activité au chef de service
Champ relationnel du poste	<p>Les services de l'ASP et les services déconcentrés de l'Etat : DDT(M), DRAAF, DD(ETS)PP Potentiellement les organisations professionnelles agricoles</p>

Compétences liées au poste	Savoirs :	Savoir-faire :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissances de la politique agricole commune - Capacité d'analyse graphique - Connaissance des partenaires institutionnels 	<ul style="list-style-type: none"> - Rigueur, méthode et organisation - Aptitude au travail en équipe Capacité à travailler en réseau - Esprit d'analyse et de synthèse - Bonne capacité à négocier, - Sens des relations humaines, diplomatie - Autonomie et capacité à rendre compte
Personnes à contacter	<p>Olivier DEKESTER, Directeur régional ASP Corse-PACA (tél 0442522990) olivier.dekester@asp-public.fr</p> <p>Eric BAUMGARTNER, Chef du service des contrôles (tél 0442525369) eric.baumgartner@asp-public.fr</p> <p>Nicolas LEBRAUD, Conseiller mobilité, carrière et formation DRH (tél 0555120087) mobilite@asp-public.fr</p>	

Directeur Régional
adjoint catégorie 1
(H/F)

R70060



Localisation : Direction Régionale Auvergne-Rhône
Alpes site de Clermont-Ferrand



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : Groupe 1
Cotation Parcours Pro : 3



Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Contribuer à l'administration et à la gestion de l'équipe régionale ainsi que la supervision de l'ensemble des secteurs d'activités de la direction régionale ; assurer la suppléance ou l'intérim du(de la) directeur(trice) régional(e) et assurer une représentation de proximité de la direction de l'ASP Auvergne-Rhône-Alpes auprès des partenaires institutionnels.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction régionale Auvergne-Rhône-Alpes (DR ARA), composée de 123 agents titulaires répartis sur deux sites (Lyon et Clermont-Ferrand). La DR ARA intervient sur de nombreux dispositifs de gestion d'aides nationales ou infra-

nationales. Elle intervient dans les domaines de l'agriculture, le développement rural, les aides à l'emploi, les aides économiques et environnementales... Les missions principales concernent le paiement et le contrôle des aides dans le respect des procédures établies au sein de l'établissement, ainsi que l'assistance téléphonique auprès des bénéficiaires.



MISSIONS

- Participer avec le directeur régional à :
 - la définition des objectifs, des missions et des priorités.
 - l'animation du comité de direction.
 - la gestion et le management des effectifs (trajectoire RH, recrutement, entretiens professionnels, etc) ainsi qu'à la définition des missions et des objectifs des collaborateurs de la direction.

- Participer au dialogue social avec les organisations syndicales et co-animer les instances (CSA...).

- Partager avec le directeur régional les orientations stratégiques de la direction.

- Assurer le co-pilotage général et la coordination des secteurs d'activité de la direction régionale

- Conduire et accompagner le changement.

- Participer à la mise en œuvre du contrôle interne.

- Représenter la direction dans les instances nationales et auprès des partenaires.

- Mettre en œuvre les décisions de la direction générale et suivre la réalisation des objectifs fixés.
- En concertation avec le directeur régional, participer à la mise en œuvre de projets transversaux au niveau régional ou national (relations bénéficiaires, Plan Performance Pac...).
- Etre référent régional pour certaines missions transversales
- Déplacements sur les deux sites et forte disponibilité nécessaire.
- Assure l'intérim du Directeur Régional en son absence.



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Direction générale, directions du siège et directions régionales,
- En externe : Différents services de l'Etat (DREETS, DRAAF, DDT, préfecture...), collectivités (Conseils départementaux,...) et autres organismes institutionnels (pôle emploi, organismes de formation, Missions locales).

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales
- Connaissance des aides publiques gérées
- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Maîtrise des techniques de communication
- Techniques de management et de pilotage
- Bonne connaissance des systèmes d'informations
- Etablir des bilans d'actions, tableaux de bord, indicateurs de gestion.
- Connaissance des règles comptabilité publique.



SAVOIR-FAIRE

- Capacité à fixer des objectifs cohérents
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Pratique avérée du management
- Capacité à animer et à fédérer
- Capacité à représenter l'établissement
- Aptitude à la prise de décision
- Etre force de proposition
- Respect des règles de déontologie et très grande discrétion professionnelle



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- M. Guillaume FURRI, Directeur régional Auvergne Rhône-Alpes – Tél : 04 72 82 21 01 – guillaume.furri@asp-public.fr
- Mme Stéphanie ROUVERON, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr



Agence de Services
et de Paiement

Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Agence de services et de paiement

Direction régionale Nouvelle-Aquitaine – site de Limoges
8 place Maison Dieu, 87000 Limoges

Chef de secteur (H/F)

N° du poste : R87142	
Catégorie : B	
Cotation parcours professionnel	
postes catégorie :	Groupe RIFSEEP : 1
Poste vacant / SREPES	
Présentation de l'environnement professionnel	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements.</p> <p>Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La direction régionale Nouvelle-Aquitaine regroupe 173 agents titulaires répartis sur les trois sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers.</p> <p>Son activité se décompose en trois grands domaines d'activité : les aides économiques et sociales, la gestion et le contrôle des aides agricoles. L'ensemble de ces thématiques est placée sous l'autorité d'un directeur régional appuyé par deux directeurs régionaux adjoints.</p> <p>Le ou la titulaire du poste sera placé(e) sous l'autorité du chef du service gestion VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et Assistances Techniques</p>
Objectif du poste	<p>La personne recrutée sera chargée d'animer un secteur en rapport avec la gestion de dossiers de VAE (validation des acquis de l'expérience).</p> <p>Ce secteur est composé d'agents intervenant sur des opérations de logistique, d'instruction et de suivi de dossiers, en relation avec nos partenaires extérieurs en DREETS (Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités)</p>
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none">- Organisation du travail, gestion des priorités et de l'urgence- Appui à son équipe, aux DREETS et aux candidats :<ul style="list-style-type: none">Assistance technique (téléphonique) auprès des DREETS sur des points réglementaires et/ou sur le fonctionnement des outils informatiquesAssistance auprès des candidatsRéférent auprès des agents des équipes instruction et logistiqueAssurer le contrôle qualité du travail des agents

	<ul style="list-style-type: none"> - Pilotage de l'activité logistique (préparation des sessions et expédition réception) qui consiste en : <ul style="list-style-type: none"> - préparation et envoi aux jurys des convocations et des livrets 2 : réception, , enregistrement, préparation des dossiers - envoi des convocations des candidats - secrétariat lié aux sessions (convocations, retours PND, réponses courrier) - gestion des flux entrant et sortant de la Poste - tri et distribution du courrier - saisie dans les outils de gestion des dossiers arrivés (L1 et L2) - Pilotage de l'activité instruction qui consiste en : <ul style="list-style-type: none"> - Vérification du respect des critères de l'expérience en fonction du référentiel métier, de la complétude des pièces; Demande de pièces manquantes - Proposition de décision de recevabilité à la DREETS - Gestion des stocks de fournitures pour les missions du secteur - Suivi de l'activité de réponse téléphonique aux candidats en débordement du centre d'appel - Alimentation des tableaux de bord internes de suivi de l'activité - Participation à d'autres activités en rapport avec le secteur VAE et contribution à la réflexion sur la stratégie du service 	
Champ relationnel du poste	Anime une équipe de gestionnaires de dossiers Interlocuteurs externes : candidats au dispositif VAE et DREETS Interlocuteurs internes : agents de la Direction régionale	
Compétences liées au poste	Savoirs	Savoir-faire
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaître la réglementation et les procédures des dispositifs gérés ; - Situer l'ensemble des activités de son environnement professionnel et connaître le rôle des divers correspondants externes et internes concernés ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des outils informatiques et des applicatifs utilisés dans le cadre des dossiers traités ; - Maîtrise des outils bureautiques et de la navigation Internet ; - Sens des responsabilités ; - Rigueur, discrétion, méthode et organisation ; - Polyvalence et réactivité ; - Capacité d'adaptation ; - Capacité d'animation d'équipe ;
Personnes à contacter	M. GOUNON Vincent - Tél. : 05 55 11 51 33 - Chef du service gestion VAE (Validation des Acquis de l'Expérience) et Assistances Techniques - vincent.gounon@asp-public.fr Madame GELIS Véronique – Tél 05 55 11 57 08 – Cheffe du service des affaires générales - veronique.gelis@asp-public.fr M. LEBRAUD Nicolas – Tél. 05 55 12 00 64- DRH - Conseiller recrutement, mobilité et formation - mobilite@asp-public.fr	

Directeur territorial délégué (H/F)



Localisation : Direction Inter régionale
Océan Indien



Statut : Fonctionnaire



Cotation RIFSEEP : 1
Cotation Parcours Pro : 3



Niveau d'études : Catégorie A

DESCRIPTION DU POSTE



OBJECTIFS

Contribuer à l'administration et à la gestion de l'équipe interrégionale ; assurer la suppléance ou l'intérim du(de la) directeur(trice) interrégional(e) et assurer une représentation de proximité de la direction de l'ASP Océan Indien auprès des partenaires institutionnels locaux de Mayotte.



ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL

L'Agence de services et de paiement est un organisme de paiement public dédié à la mise en place de politiques publiques, au service d'une société plus durable et plus solidaire.

Vous rejoindrez la Direction Interrégionale Océan Indien, composée de 61 agents répartis sur deux sites (La Réunion et Mayotte). La DIR OI intervient sur de nombreux dispositifs de gestion d'aides nationales mais également des

dispositifs d'aides locales pour une contractualisation est mise en œuvre avec les donneurs d'ordres. Elle intervient dans les domaines de l'agriculture, de la pêche, le développement rural, les aides à l'emploi, les aides économiques, la formation professionnelle,.... Les missions principales concernent le paiement et le contrôle des aides dans le respect des procédures établies au sein de l'établissement.



MISSIONS

- Participer avec le directeur interrégional à :

- la définition des objectifs, des missions et des priorités.
- l'animation du comité de direction.
- à la gestion et au management des effectifs (trajectoire RH, recrutement, évaluation, etc) ainsi qu'à la définition des missions et des objectifs des collaborateurs de la direction.

- Participer au dialogue social avec les organisations syndicales et co-animer les instances (CTR, CTL...).

- Partager avec le directeur interrégional les orientations stratégiques de la direction.

- Assurer le co-pilotage général et la coordination des secteurs d'activité de la direction régionale

- Conduire et accompagner le changement.

- Participer à la mise en œuvre du contrôle interne.

- Représenter la direction dans les instances nationales.

- Mettre en œuvre les décisions de la direction générale et suivre la réalisation des objectifs fixés.
- Être référent interrégional pour certaines missions transversales (lutte anti-fraude).
- En concertation avec le directeur interrégional, participer à la mise en œuvre de projets transversaux au niveau interrégional ou national (relations bénéficiaires, Plan Performance PAC...).
- Déplacements sur les deux sites et forte disponibilité nécessaire.



CHAMP RELATIONNEL

- En interne : Direction générale, directions du siège et directions régionales,
- En externe : Différents services de l'Etat (DEETS, DAAF,...), collectivités (Conseil départemental,...) et autres organismes institutionnels (organismes de formation, Missions locales).

PROFIL RECHERCHÉ



SAVOIRS

- Connaissance de l'organisation et du fonctionnement de l'Etat et des Collectivités Territoriales
- Techniques de management et de pilotage
- Connaissance des aides publiques gérées
- Bonne connaissance des systèmes d'informations
- Connaissance de l'environnement professionnel et de ses enjeux
- Maîtrise des techniques de communication



SAVOIR-FAIRE

- Capacité à fixer des objectifs cohérents
- Capacité d'organisation, de pilotage
- Capacité à fixer des objectifs cohérents l'établissement
- Aptitude à la prise de décision
- Pratique avérée du management
- Capacité à animer et à fédérer
- Capacité à représenter
- Être force de proposition



CONTACT - CANDIDATURE

Envoyez votre CV et votre lettre de motivation à mobilite@asp-public.fr

- M. Patrick GOURY, Directeur Interrégional – Tél : 02 62 92 44 89 – patrick.goury@asp-public.fr
- Mme Stéphanie ROUVERON, Directrice des Ressources Humaines - Tél : 05 55 12 00 53 – stephanie.rouveron@asp-public.fr



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*



Directeur(rice) de projet rattaché(e) à la Direction sectorielle AGROTECH

Prise de poste : 1^{er} décembre 2022

Classification du poste : Catégorie A3	Mise à disposition de 3 ans
---	------------------------------------

PRESENTATION DE BUSINESS FRANCE

Business France est l'agence nationale au service de l'internationalisation de l'économie française. Elle est chargée du développement international des entreprises et de leurs exportations (direction EXPORT), ainsi que de la prospection et de l'accueil des investissements internationaux en France (direction INVEST). Elle promeut l'attractivité et l'image économique de la France, de ses entreprises et de ses territoires. Elle gère et développe le Volontariat International en Entreprise (V.I.E.). Business France dispose de 1 500 collaborateurs situés en France et dans 60 pays. Elle s'appuie sur un réseau de partenaires publics et privés.

La direction EXPORT comprend quatre départements sectoriels : Industrie & Cleantech, Art de vivre - Santé, Tech & Services, Agrotech et devrait évoluer rapidement vers une autre organisation par métiers au sein de laquelle la sectorisation agro demeurerait représentée au sein d'un Département sectoriel transversal, d'une part, et avec l'identification d'équipes/fonctions sectorielles assumées au sein des différents futurs Départements métiers (Salons, BtoB...)

Le secteur- Agrotech s'appuie sur un réseau de 60 collaborateurs basés à Paris et 150 dans les bureaux de Business France à l'étranger. Il organise notamment les pavillons France sur les salons internationaux agricoles et agroalimentaires du Programme France Export ainsi que de nombreux autres événements et accompagnements collectifs et individuels Business to Business (rencontres d'acheteurs, missions collectives découvertes, dégustations de produits) à l'étranger.

FONCTIONS PRINCIPALES

Sous l'autorité de la direction sectorielle : suivi des partenariats institutionnels, notamment :

► **avec le ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire (MASA) / DGPE :**

- suivi de la contribution de l'Agence à la mise en œuvre du plan stratégique pour le développement des exportations et l'internationalisation des entreprises agricoles, agroalimentaires, forêt-bois et produits bio-sourcés ;
- contribution à l'élaboration d'une nouvelle génération de la Convention cadre pluriannuelle MASA - Business France, sensibilisation des collaborateurs Business France aux attentes du MASA, explication des contraintes inhérentes à l'activité de Business France, recherche de pistes d'amélioration en liaison avec les deux parties (Business France et MASA) ;
- suivi des conventions annuelles MASA-Business France conclues en exécution de la convention

cadre dans les domaines de l'information marchés et de la programmation export et reporting en lien avec le pôle « études » et les équipes opérationnelles ;

- au quotidien, recherche et valorisation des synergies et promotion des bonnes pratiques entre services du ministère et de Business France, au niveau central et dans les réseaux respectifs ;
- pilotage de la réalisation des « Journées Export Agro » annuelles du MASA et de ses partenaires ;
- participation à l'ensemble des initiatives croisées visant à favoriser l'internationalisation du secteur agricole et agroalimentaire (diffusion d'informations gratuites aux entreprises via notamment la lettre « objectif agro international » et la restitution d'études co-financées par le ministère, mise en place de projets communs, missions ministres, gestion des crises etc.) ;
- soutenir, en lien avec les autres services de Business France et avec son réseau de partenaires et de clients, la promotion de la marque Taste France et son déploiement à l'international et au SIAL Paris ;
- s'assurer en lien avec le service en charge du déploiement des marques, de la bonne alimentation en contenu du site www.tastefranceforbusiness.fr ;

► avec les Régions françaises

- amélioration du dialogue avec le réseau des DRAAF et des référents export du MASA dans le but de développer des bonnes pratiques et des synergies au bénéfice des entreprises et de l'export.
- animation du Cercle des opérateurs régionaux de l'export agro réuni régulièrement ;
- élaboration et suivi des conventions de partenariat de Business France avec ces opérateurs ;

► avec FranceAgriMer

- suivi et contribution aux travaux de la Commission thématique agricole et agroalimentaire internationale de FranceAgriMer ;
- suivi de l'activité de FranceAgriMer dans le domaine SPS (Expadon...) et développement d'éventuelles synergies avec la Plateforme des solutions export gérée par Business France.

AUTRES FONCTIONS

Il est important que les équipes de Business France entretiennent un dialogue permanent avec les organisations professionnelles et interprofessionnelles. Le directeur (la directrice) de projets auprès de la direction Agrotech suivra la réalité de ce dialogue par les services avec le secteur agro en veillant à sa compatibilité avec les orientations souhaitées par le ministère.

En tant que de besoin, il (elle) est mobilisé pour participer, piloter ou mettre en œuvre des événements à connotation politique ou institutionnelle (France Pays à l'honneur, missions ministre, accueil de ministres & délégations étrangères à Paris, grands salons en France du type SIAL, projets structurants avec des Régions, etc.). Il (elle) est amené(e), pour ce faire, à œuvrer en transversal avec d'autres équipes et « métiers » de Business France.

Il (elle) contribue également à la préparation de rencontres à haut niveau et de réponses aux demandes des cabinets ministériels ou des directions générales de ministères. Il (elle) peut représenter Agrotech dans des réunions externes et réaliser des prises de parole lors d'interventions en région ou auprès de partenaires.

Il (elle) participe à la communication sur les activités et les savoir-faire d'AGROTECH et des autres services concernés par la convention cadre avec le MASA, en particulier pour des événements partenariaux avec le MASA.

COMPETENCES REQUISES

- Expérience du réseau public agroalimentaire (administration centrale & ambassade/SER, organismes professionnels du secteur).
- Qualités de rédaction et de synthèse.
- Capacité à réaliser des exposés, à prendre la parole en public, à animer des réunions.
- Qualités relationnelles, aptitude à la négociation.
- Maîtrise écrite et orale de l'anglais.
- Maîtrise des outils informatiques & des réseaux sociaux.

CONTACTS

- Frédéric LAMBERT, Chef du service Europe et International
Tél. : 01 49 55 46 44 - E-mail : frederic.lambert01@agriculture.gouv.fr
- Françoise SIMON, Sous-directrice International
Tél. : 01 49 55 49 22 - E-mail : francoise-m.simon@agriculture.gouv.fr